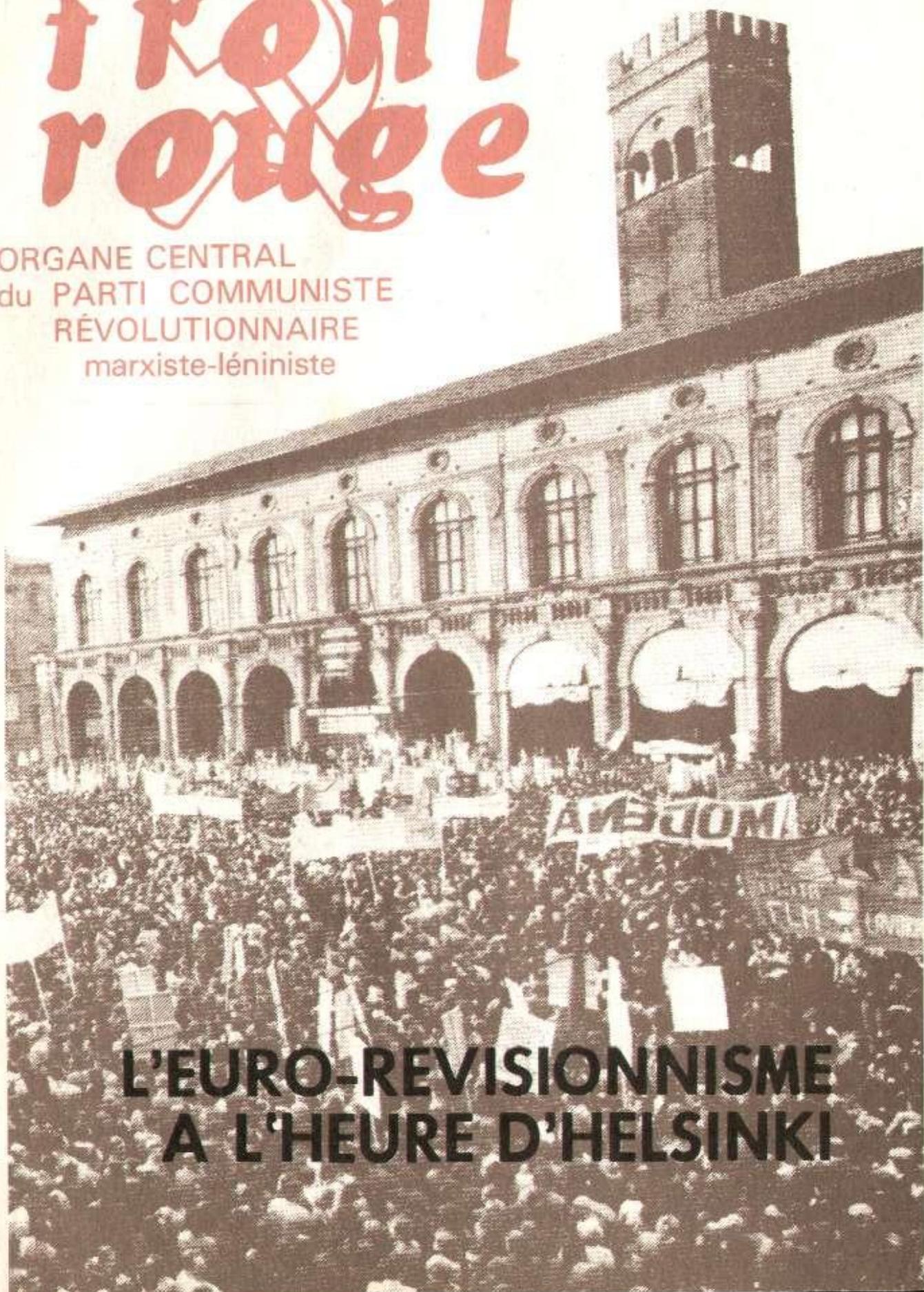


front rouge

ORGANE CENTRAL
du PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

N° 14 - MARS 77 - 6 F



**L'EURO-REVISIONNISME
A L'HEURE D'HELSINKI**

front rouge

ORGANE CENTRAL
du
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

BP 68 - 75019 PARIS
N° 14 - Mars 77 - 6 F

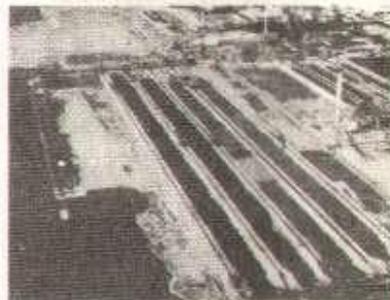
Sommaire

Éditorial :	
Après le cirque municipal, place aux luttes	p.3
Après les accords de Salt 1 :	
Deux fois plus d'ogives nucléaires en 5 ans	p.5
Dossier :	
L'euro-révisionnisme à l'heure d'Helsinki	p.8
Régions :	
L'aménagement du territoire et la crise (2)	p.16
Histoire du mouvement ouvrier :	
Réformes de structures et courant planiste dans l'histoire de la CGT	p.24
Notes de lecture :	
«Deuxième retour de Chine», pamphlet anti-communiste	p.28
Écologie :	
Des problèmes à débattre	p.32
Économie :	
Relations économiques internationales : la dépendance française	p.35

Dossier :
L'euro-révisionnisme à
l'heure d'Helsinki p.8



Régions :
L'aménagement
du territoire -2- p.16



COMITÉ DE RÉDACTION

Max CLUZOT
(Directeur Politique)
Annie COSSIN
(Secrétaire de rédaction)
Richard DESGRAVES
Julien ESTÈVE
Gabriel FERRÉOL
Michel FLORAC
Jean-Pierre MORVAN
Guy MORY
Stéphane RAYNAL
Charles VILLAC
Jean-François VITTE

EDITORIAL

APRES LE CIRQUE DES MUNICIPALES, PLACE AUX LUTTES

Présentées traditionnellement comme en marge du jeu politique, les élections municipales de cette année devaient nécessairement déroger ouvertement à la règle. L'approfondissement de la crise, les rivalités exacerbées des différents clans bourgeois rejaillissaient nécessairement sur ce sondage en grandeur nature que constituent ces élections. En amplifiant les tendances déjà enregistrées lors des précédents scrutins, en les corrigeant dans certains domaines, les résultats des deux tours, plantent nettement le décor dans lequel vont se préparer les élections législatives.



A droite plus que jamais, la situation est bloquée. Le recul très net de toutes les composantes de la coalition gouvernementale, qui ont toutes été mises à contribution pour totaliser cette perte d'une soixantaine de maires, ne peut qu'aggraver les divergences, même si des efforts sont annoncés, une fois de plus, pour faire resserrer les rangs de la droite divisée, avant les élections législatives.

La défaite du camp giscardien est sensible : quatre ministres battus et non des moindres, sans parler de la valse des secrétaires d'Etat ; les chefs de file «Républicains Indépendants», D'Ornano, Dominati, Chirac battus à Paris sans appel ; toute la politique d'ouverture à gauche et de grignotage des radicaux de gauche jetée par terre par les échecs de Brousse, Giroud, Durafour, de quoi décourager les candidats au transfuge immédiat de la gauche vers la droite.

Mais le camp Chiraquien, même s'il l'a emporté en définitive à Paris, ôtant toute marge de manœuvre aux d'Ornanistes à l'intérieur du conseil de Paris, ne peut guère non plus pavoiser : 45 % des mairies que tenait en province le RPR lui échappent, la plupart des primaires au sein de la droite se sont faites à son détriment, et les reports au second tour des voix centristes lui ont assez souvent manqué. Ces résultats infirment la thèse chiraquienne que le RPR est le plus apte à battre la coalition de gauche. En fait, les résultats parisiens, arrondissement par arrondissement, laissent entrevoir la nature de l'électorat du RPR : ce sont les couches les plus conservatrices de la bourgeoisie supérieure et de la bourgeoisie moyenne qui sont séduites par les discours autoritaires, franchement réactionnaires, voire fascisants du chef de file du RPR. Un tel créneau, s'il ouvre la place à un parti de la droite dure qui dise ouvertement son nom, n'offre guère de chances suffisantes de créer une dynamique capable d'enrayer la progression de la gauche.

Cet échec diversifié pour la droite ne peut donc renforcer, devant la peur de la défaite, la crispation des uns et des autres sur leurs positions respectives. Giscard relance l'idée d'un programme commun de gouvernement axé sur la réforme sans en prononcer le nom qui fâche le RPR. Chirac fort de son succès parisien réclame un armistice en sa faveur. Les centristes de toute obédience s'accrochent avec

désespoir et insistance à un retour à la proportionnelle qui leur éviterait une débâcle trop pitoyable, mais dont ne veut surtout pas le RPR. Quant à Barre, tout en cherchant vainement une circonscription pour les législatives, il poursuit la mise en œuvre de son plan de chômage, de blocage des salaires, et de redressement d'une économie qui n'arrête pas de dérapier. Dans ce tableau, une seule certitude des uns comme des autres, l'avancement de la date des législatives conduirait dans la situation actuelle à une défaite quasi certaine. Aussi cette droite déchirée est-elle condamnée à se tolérer encore pendant plusieurs mois, et si possible à s'entendre.



A gauche, c'est en apparence le calme du succès. Sans pudeur PS et PCF font leur, le désaveu infligé à la droite par le vote des travailleurs. Qu'importe pour eux que la gauche, là où elle exerce depuis longtemps le pouvoir municipal et où les travailleurs en ont fait l'expérience, subisse une érosion de ses suffrages. Qu'importe pour eux que la croissance spectaculaire du vote écologique, et, dans une mesure différente, celle du vote d'extrême gauche, aient constitué un désintéret de fait des perspectives offertes par la gauche. Qu'importe pour eux que le désaveu de la droite infligé par le vote des travailleurs soit celui du plan Barre, dont Mitterrand a souhaité publiquement le succès, et que les états-majors du PS comme du PC ont empêché les travailleurs de combattre par leur lutte, justement pour ne pas troubler la campagne municipale. Chacun de son côté s'affaire à comptabiliser ses gains municipaux, et déjà prépare la prochaine joute électorale. La gauche, qui va occuper 70 % des mairies de plus de 30 000 habitants, a vu sa progression démultipliée par la loi du scrutin majoritaire à deux tours. Cette loi qui a joué en faveur de la droite pendant toute la cinquième république et que le programme commun s'est engagé à abroger, a permis à l'union de la gauche en dépassant légèrement la barre des 50 % des suffrages, de conquérir plus des 2/3 des mairies. Mais ce qui est surtout significatif dans les progrès réalisés par la gauche, c'est que s'ils ont été différenciés pour le PS et le PC, la tendance de la croissance du PS au détriment du PC enregistrée lors des précédents scrutins, a été infirmée par les derniers résultats. Certes le PS progresse plus nettement que son concurrent, et les primaires ont tourné pour la plupart à son avantage, mais des gains substantiels en mairies ont été comptabilisés par le PC qui, en plus, pénètre en force dans une série de municipalités dont il était précédemment exclu par les socialistes. Une telle situation, un tel résultat, auront pour conséquence de rendre plus difficile la cassure de l'union de la gauche, sans rendre pour autant plus facile la cohabitation des deux partis. Parce que, si, d'un accord commun, PS et PC jettent un voile pudique sur ce qui les divise, les désaccords fondamentaux qui les opposent, demeurent. Le ▶

EDITORIAL

débauchage des militants du CERES par le PC à Toulon, ou le cavalier seul de Defferre à Marseille refusant l'alliance avec le PCF, laissent nécessairement des cicatrices, d'autant plus que même si ces cas ont constitué des exceptions dans les municipales, ils préfigurent cependant des points de désunion durable entre les deux partis, mettant à jour les deux tendances qui écartèlent le PS : gérer avec la droite ou se soumettre aux pressions du PCF. Même si elle a le vent électoral en poupe, la gauche aura du mal à cacher qu'elle n'a pas de position unie sur la plupart des points : la liste des nationalisations, l'Europe, les indemnisations, le plan Barre, le divorce Giscard-Chirac, la détente... Mais par contre elle est unie sur un seul point : faire payer la crise aux travailleurs.



La croissance du vote écologique assez générale dans les grandes villes et dans une région comme l'Alsace, n'apporte pas seulement la démonstration de la croissance des problèmes du cadre de vie, et de l'irruption de ces questions dans la vie politique. Car on ne peut pas voir dans ce vote simplement le désaveu de la politique irresponsable de la bourgeoisie dans ce domaine, mais bien un désaveu plus large, un désintérêt en fin de compte pour les projets d'ensemble agités par la droite comme par la gauche. C'est là une manifestation supplémentaire de la crise qui voit les partis traditionnels de la bourgeoisie incapables de fixer une partie de cet électorat qui leur est habituellement acquis. Que dans une ville comme Paris, cet électorat ne soit pas, pour l'essentiel populaire et affecte surtout des couches de la petite ou moyenne bourgeoisie, n'infirme en rien le caractère lié à la crise de ce vote, et le désaveu qu'il constitue pour les partis traditionnels.



Si elle est moins générale que celle du vote écologiste, la croissance du vote d'extrême gauche, est une réalité. A l'échelle nationale, 3,6 % des suffrages ont été recueillis en moyenne là où il y avait de telles listes ; ce qui est supérieur de 0,3 % au score réalisé par les 2 candidats trotskystes en 1974. Dans quelques villes, le score local a dépassé nettement cette moyenne, comme à Orléans, Nancy, Caen, Lille, St Ouen, Montbéliard, mettant même par endroit la gauche en difficulté. Dans la plupart des cas, ces scores trouvent leur explication dans la particularité de la situation locale : refus de travailleurs de voter pour un candidat social-démocrate particulièrement compromis dans la gestion locale avec les forces gouvernementales (Lille, Nancy), ou vote de désaveu dans une municipalité tenue de longue date par le PCF et non menacée par la droite (Aubervilliers, St Ouen...). Mais indépendamment de ces particularités, la croissance même limitée, du vote d'extrême gauche, a une signification précise. Bien évidemment, elle ne recouvre pas l'influence des deux organisations trotskystes qui constituaient l'ossature de la plupart de ces listes d'extrême gauche, il

suffit pour s'en convaincre de voir, bureau de vote par bureau de vote, que les scores réalisés l'ont été indépendamment des lieux où travaillent habituellement ces organisations. Non, il s'agit effectivement de la manifestation d'un premier refus au plan électoral de perspectives offertes par la «gauche», par une frange de travailleurs. Ce refus pourra être demain amplifié lors des élections législatives, d'autant plus si une claire démarcation est tracée avec les partis révisionnistes et réformistes, au contraire de l'attitude qui consiste à appeler à voter systématiquement pour la gauche au second tour.

Le score réalisé par les trotskystes, à Marseille, entre 1 et 2 % indique d'ailleurs nettement que, faute d'une campagne politique qui caractérise effectivement le projet du PCF, ce dernier suffit à canaliser les votes anti-Defferre.

Le fait de tracer cette claire ligne de démarcation avec les réformistes et les révisionnistes, loin de porter préjudice à l'audience qui pourra être réalisée, pourrait permettre au contraire d'acquiescer le résultat de manière particulièrement claire ; c'est ce qui a notamment été démontré par la liste d'unité populaire de Vénissieux à laquelle ont participé des militants du PCR, qui a réalisé près de 10 % des suffrages, sans que, on s'en doute, ils se soient engagés à voter pour l'union de la gauche au second tour.



Aujourd'hui, le cirque municipal terminé, les travailleurs peuvent faire leurs comptes ! Les municipalités sont maintenant majoritairement peuplées par ces gens là, précisément ceux-là qui, depuis des mois, se sont acharnés à morceler, diviser, détourner les luttes que les travailleurs voulaient engager contre le plan Barre. Depuis les manifestations du 7 octobre, qui avaient marqué le puissant refus du plan Barre par des millions de travailleurs, les chefs réformistes et révisionnistes ont fait pleuvoir les journées d'action dispersées par branche, par secteur, à la seule fin d'émousser la combativité ouvrière, d'empêcher les luttes de converger. Au nom de la trêve électorale pour les municipales, les travailleurs ont dû supporter les effets du plan Barre catastrophiques pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat.

A peine élus, les politiciens de «gauche» fourbissent leurs armes pour le prochain scrutin et s'apprennent en sous-main à rééditer leurs manœuvres pour qu'aucune lutte ne vienne troubler le climat préélectoral. Reprenant leur discours «nous n'attendrons pas 78, l'arme au pied», Maire et Séguy s'apprennent comme à leur habitude, à faire exactement le contraire de ce qu'ils disent. Les travailleurs ne peuvent le supporter, ils ne peuvent endurer encore pendant des mois la politique d'attaque sans précédent menée par le gouvernement giscardien. Ils ne peuvent attendre d'amélioration de leur sort, d'un gouvernement d'union de la gauche dont les représentants les forcent aujourd'hui à encaisser toutes les attaques de la bourgeoisie. Prenant eux-mêmes en mains leurs luttes, ils uniront leurs forces et contraindront la bourgeoisie à reculer. Après le cirque municipal, place aux luttes ! ■

course aux armements

LES ACCORDS SALT 1

2 FOIS PLUS D'OGIVES NUCLEAIRES EN 5 ANS

● Signés en mai 1972, les accords Salt 1 arrivent à expiration en octobre prochain. Depuis 1972, la situation des deux superpuissances a bien changé. A l'époque, l'impérialisme US devait consacrer l'essentiel de ses forces à tenter de résoudre les difficultés grandissantes qu'il connaissait dans le monde, particulièrement en Indochine.

Quant au social-impérialisme soviétique, impérialisme montant, son principal souci était de pouvoir développer sa puissance militaire pour rattrapper et dépasser les Etats-Unis. Aujourd'hui, ce projet est en bonne voie, ce qui inquiète au plus haut point les dirigeants US. C'est dans ce contexte que piétinent, depuis plus d'un an, les négociations pour le prochain accord Salt 2.

Une limitation qui ne limite rien

Les accords Salt 1 fixaient une limite pour certaines armes nucléaires :

	URSS	USA
ICBM (2)	1618	1054
Sous-marins	62	44
SLBM (3)	950	710

Ces chiffres apparaissent disproportionnés au profit de l'URSS, d'autant plus disproportionnés que les charges nucléaires couramment utilisées par les Soviétiques sont beaucoup plus puissantes que celles des Américains (environ 5 fois plus). En réalité, ces chiffres traduisent un certain équilibre, car il faut tenir compte de l'importante avance technologique dont bénéficiaient les Américains en 72. En particulier, les USA utilisaient déjà couramment, dans leur contingentement d'ICBM, des engins à plusieurs ogives « mirvées » (4) ce qui multiplie d'autant l'efficacité de ces engins. Cette disproportion technologique n'existe plus

aujourd'hui, et vraisemblablement, les accords futurs fixeront la même limite pour chacun des deux signataires.

Un autre texte des accords Salt 1 prévoyait la limitation des sites ABM (5) à deux sites par superpuissance (un accord plus récent ramène cette limite à un seul site). Américains et Soviétiques se livraient à l'époque une concurrence acharnée dans la recherche de systèmes ABM de plus en plus sophistiqués. D'autre part, sans cet accord, il aurait fallu, faute de risquer d'être désavantagé par rapport à l'ennemi, équiper de systèmes ABM tous les sites de lancement de missiles ICBM et tous les centres vitaux militaires et économiques. Tout cela aurait coûté terriblement cher.

Or, à l'époque, les Américains recherchaient avant tout à donner un coup de frein brutal aux dépenses nécessitées, dans le domaine de l'armement nucléaire, par la concurrence avec les Soviétiques, à un moment où ils avaient besoin de faire porter tous leurs efforts sur la guerre en Indochine. Les Américains voulaient aussi limiter la fabrication des engins lourds, très puissants donc très destructeurs, que développait alors l'URSS.

Pour les Soviétiques, ces accords constituaient un compromis fort acceptable, dans la mesure où ils ne les empêchaient nullement de développer l'efficacité de leurs armes, et de remplacer des engins de technologie dépassée par de nouveaux engins, plus perfectionnés, plus efficaces. Par

exemple, les experts évaluaient à 65% le pourcentage de chances d'atteindre l'objectif pour les engins utilisés à l'époque par les Soviétiques, il est aujourd'hui de 80 à 90%. De cette façon, et en respectant les limites fixées par Salt 1, on arrive aujourd'hui à une situation où l'équilibre est sur le point d'être rompu, ce qui inquiète les Américains. On comprend aussi que les Soviétiques ne se soient pas pressés de renégocier de tels accords.

Les preuves sont là aujourd'hui. Les accords signés en 72 n'ont en aucun cas limité la course aux armements, ni même la production de missiles. Bien au contraire, Américains et surtout Soviétiques n'ont cessé de fabriquer des missiles de plus en plus perfectionnés et surtout de multiplier le nombre des ogives disponibles (qui a presque doublé en 5 ans). Par contre, effectivement, le budget militaire américain a connu, depuis, l'important fléchissement escompté. Ce n'est pas le cas du budget militaire soviétique, car sur ce plan, malgré les difficultés intérieures que connaissent aujourd'hui les deux superpuissances, le système capitaliste d'Etat soviétique permet de mobiliser toutes les forces économiques vers la militarisation et la fabrication d'armements.

Des armes de plus en plus perfectionnées

LES MIRV

Les accords de 72 passaient ce point ►

TABLEAU DES FORCES NUCLÉAIRES STRATÉGIQUES EN PRÉSENCE (1976)

	VECTEURS					OGIVES			PUISSANCE	
	limite SALT 1	Type	Nombre			Par vecteur	Total	en Mt	Unitaire	Totale (Mt)
ICBM	1618	SS 9	252			2	504		18 Mt	9072
		SS 11	900			1	900		2 Mt	1 800
		SS 17	20			4	80	▲	1 Mt	80
		SS 18	36			6	286	▲	1 Mt	286
		SS 19	100			6	600	▲	1 Mt	600
				1308				2372		
Sous-marins	62	Type so-marin		nb tubes	nb SLBM	Type SLBM				
SLBM	960	G 1 diesel	9	3	27	SS N4	1	27	500 kt	13,5
		G 2 diesel	11	3	33	SS N5	1	33	900	16,5
		H nucléaire	8	3	24	SS N5	1	24	900	12
		Y nucléaire	33	16	528	SS N8	1	528	1 Mt	528
		D nucléaire	9	12	108	SS N8	1	108	1 Mt	108
			70		720		720		678	
TOTAL	2 568				2 228		3 092			12 518
ICBM	1054	Type	Nombre							
		Minuteman 2	450			1	450		1 à 2 Mt	900
		Minuteman 3	550			3	1 650	▲	170 kt	285
		Titan 2	54			1	54		5 à 10 Mt	540
			1 054				2154			1 720
Sous-marins	44	Type so-marin		nb sous-marins	nb SLBM					
SLBM	710	Poseidon	31	16	496	10	4 960	▲	90 kt	248
		Polaris	10	16	160	3	480		200 kt	96
			41		656		5 440			344
TOTAL					1 710		7 594			2 064

URSS

USA

sous silence, et dans ce domaine, les progrès ont été importants. Le même missile soviétique SS9 qui transportait en 1972 une seule charge, ou au mieux 2 charges de 20 mégatonnes (6) lâchées sur l'objectif, peut transporter aujourd'hui 8 ogives de 1 mégatonne, téléguidées indépendamment sur l'objectif. Ce point sera sûrement à l'ordre du jour des accords Salt 2. Déjà, un protocole signé à Vladivostok en 1974, prévoyait, dans le cadre de la limite du nombre d'ICBM (2400 pour chaque superpuissance), un nombre maximum d'engins «mirvables», fixé à 1320.

LES BOMBARDIERS STRATÉGIQUES

Les accords Salt 1 n'en parlaient pas non plus. Il s'agit de bombardiers lourds, qui peuvent transporter plusieurs missiles, éventuellement «mirvés», et dont l'autonomie de vol est de plusieurs milliers de kilomètres, qui peut être encore augmentée par un ravitaillement en carburant en cours de vol. Les Américains sont particulièrement avantagés dans ce domaine : il

suffit de regarder une carte, Moscou n'est qu'à environ 2 000 km des bases US d'Allemagne, distance que n'importe quel bombardier peut facilement franchir aller et retour. La mise au point du bombardier soviétique «Backfire», qui permet d'atteindre les côtes US depuis l'Union Soviétique, change sérieusement la place que peuvent occuper ces bombardiers dans les négociations, et c'est actuellement un des points de désaccord.

LES SOUS-MARINS NUCLÉAIRES

En face de n'importe quel vecteur de charge nucléaire, le premier problème à résoudre est de pouvoir le repérer pour le détruire. Rien de plus facile quand il s'agit d'énormes silos regroupés sur de véritables bases de lancement. Assez facile également, avec les moyens radar modernes, quand il s'agit de bombardiers géants. De tous les porteurs d'armes nucléaires, c'est sans doute le sous-marin qui est le plus difficilement repérable et le moins vulnérable : l'étendue des mers

est immense, ils peuvent naviguer à grande profondeur, se déplacer rapidement. Il n'est donc pas étonnant que les sous-marins «modernes» aient été inclus, dès 1972, dans les accords Salt. Depuis URSS et USA se sont attachés à les rendre plus rapides, capables de naviguer de plus en plus profond et de plus en plus silencieusement. Mais surtout, ils ont cherché à les équiper de missiles de portée de plus en plus grande, à transformer les sous-marins en base de lancement mobile pour ICBM. C'est ce que sont arrivés à réaliser les Américains avec leur sous-marin Trident.

LES MISSILES DE CROISIÈRE

Il s'agit de missiles à portée moyenne qui peuvent être lancés d'un avion ou d'un sous-marin. Leur avantage est de suivre une trajectoire non balistique, à faible altitude, c'est-à-dire en dessous de la couverture radar, des sortes d'avions sans pilote, bourrés de charges nucléaires et téléguidés vers leur cible. Est-ce que ce sont des

LE BLACKFIRE

Bombardier soviétique de 8 000 km de rayon d'action, il pourrait décoller de Moscou, bombardier New-York et venir se poser à Cuba. Les Soviétiques le fabriquent actuellement à la cadence de 26 à 30 par an. Son concurrent américain, le B1, n'est pas encore fabriqué.

LE TRIDENT

Sous-marin nucléaire américain, il est armé de 24 tubes capables d'envoyer des missiles de 10 000 km de portée, avec chacun 8 ogives «mirvées» de 200 kilotonnes. 10 Tridents doivent équiper la flotte US d'ici 1980. Chacun d'entre eux est une véritable rampe de lancement flottant entre 2 eaux, 2 % de la totalité de la puissance nucléaire US.

LE «CRUISE MISSILE»

Missile de croisière US, il vole de 200 à 500 km d'altitude, se guidant lui-même en suivant les dénivellations du terrain. Sa portée est de 2 500 km, ce qui permet d'atteindre Moscou depuis n'importe laquelle des frontières de Russie d'Europe, il atteint sa cible avec une marge d'erreur de 10 à 15 m.

armes stratégiques ? Faut-il ou ne faut-il pas les inclure dans les accords ? Voilà autre chose qui oppose à nouveau Russes et Américains, depuis que les USA ont commencé à expérimenter leur «cruise missile».

Voilà donc toute une série de perfectionnements techniques dont devront tenir compte les prochains accords, qui élargiront leur domaine d'application. La question des MIRV semble en bonne voie de règlement, par contre celle des bombardiers stratégiques et des missiles de croisière est encore en suspens. Et elle est de taille. Un seul B1 américain peut être équipé de 20 missiles «Cruise», en tout 2 mégatonnes de charge nucléaires qui ont toutes les chances de leur côté pour arriver au but : voilà qui change la façon de voir les choses.

Les moyens de contrôle

Quelle confiance accorder à ce que dit et fait l'adversaire ? Il est bien évident que ni les Soviétiques ni les

Américains ne vont dévoiler à leur adversaire l'étendue exacte de leur armement nucléaire. Chacun s'évertue donc à évaluer au plus près ce que possède l'adversaire, pour pouvoir fixer les limites en connaissance de cause, et vérifier que ces limites ne sont pas dépassées.

C'est le rôle de l'immense réseau d'espionnage mis en place d'un côté comme de l'autre, réseau d'informateurs sur place, à terre, mais aussi et surtout les multiples satellites espions qui photographient en permanence chaque pouce du terrain adverse. La synthèse et le recoupement de toutes ces informations, sur ordinateur donne une connaissance assez précise des forces adverses. C'est sur ces bases qu'ont été établis les accords SALT 1 et que s'effectue leur contrôle. Pas possible de construire ou même d'agrandir un site de lancement sans que l'autre ne le sache ; quand on sait combien de fois peut servir un même silo, cela donne une idée exacte du nombre d'engins disponibles. Pas possible de mettre en service une nouvelle arme sans l'expérimenter plusieurs fois, ce qui donne à l'adversaire des connaissances assez précises sur ses performances... Mais certains détails sont plus difficiles à obtenir, par exemple, comment reconnaît-on un missile à ogives «mirvées» d'un missile normal, alors que les mêmes missiles peuvent porter l'une ou l'autre charge. La définition qui sera probablement adoptée à la signature de SALT 2, après de longues discussions, tient compte de ces moyens de contrôle puisque seront considérés comme «mirvés» tous missiles qui auront au moins une fois porté des charges «mirvées», ce qui est contrôlable lors des expérimentations.

De nouveaux objectifs

Le social-impérialisme soviétique est devenu une super-puissance à part entière, et ses projets se sont précisés. En particulier ses visées sur l'Europe, qui est devenue l'enjeu stratégique de la rivalité des 2 super-puissances. Voilà qui modifie sensiblement les projets nucléaires tant soviétiques qu'américains.

Les ICBM et les sites ABM, objets principaux des SALT 1, sont les armes type en cas d'attaque frontale d'une des 2 super-puissances contre le territoire de l'autre, avec destruction, dans un délai très bref de cibles militaires et économiques, voire de villes entières. Cette hypothèse est moins sérieuse-

ment envisagée aujourd'hui, et de toute façon les stocks prévus par les accords permettraient facilement de faire face à une telle éventualité.

Par contre, Soviétiques et aujourd'hui Américains, envisagent de plus en plus la possibilité d'un affrontement, hors de leur territoire national, et particulièrement en Europe, dans le cas d'une guerre éclair d'invasion, utilisant l'arme nucléaire comme arme tactique, pour détruire préalablement un certain nombre d'unités, de cibles économiques, et militaires de l'ennemi. Pour remplir cette mission, plus besoin d'ICBM, c'est l'affaire de la génération des missiles à moyenne et petite portée, des missiles de croisière. Du reste, les Soviétiques sont en train de transformer le dernier né de leurs ICBM, le SS 20, en un missile à moyenne portée, dirigé vers l'Europe.

Dans ces conditions, Soviétiques et Américains, peuvent très bien, dans le cadre d'accords SALT 2, s'entendre sur une nouvelle limitation des armes stratégiques, ICBM et SLBM, le problème principal pour eux n'est plus là aujourd'hui, c'est celui de l'arme nucléaire tactique, qui nous concerne directement, en Europe, et il y a peu de chance que, d'ici octobre prochain, les 2 super-puissances arrivent à une entente sur ce terrain là. ■

(1) S.A.L.T. traité de limitation des armements stratégiques

(2) I.C.B.M. missiles balistiques intercontinentaux, missiles à trajectoire balistique (er cloch», atteignant un point culminant à très haute altitude), de portée supérieure à 10 000 km, permettant d'atteindre le sol d'une des superpuissances depuis l'autre.

(3) S.L.B.M. missiles tirés depuis la mer (à partir de sous-marins), de portée moyenne (entre 2 000 et 10 000 km), ce qui permet de s'approcher suffisamment près de l'objectif, les sous-marins étant difficiles à détecter.

(4) M.I.R.V. système permettant de disposer dans chaque missile plusieurs charges nucléaires, chaque charge pouvant être guidée indépendamment.

(5) A.B.M. missile anti-missile, système de défense contre les missiles ennemis.

(6) Mégatonne : charge nucléaire d'une puissance équivalente à 1 million de tonnes d'explosif traditionnel. Les charges utilisées par les Soviétiques allaient de 5 à 20 mégatonnes. Elles sont aujourd'hui de l'ordre de 1 mégatonne. Les charges utilisées par les Américains sont de l'ordre de 200 kilotonnes (200 000 tonnes).

L'EURO-REVISIONNISME A L'HEURE D'HELSINKI



● La rencontre au «sommet» de Madrid, au début de ce mois de mars, de trois chefs de partis révisionnistes d'Europe du Sud, Berlinguer pour l'Italie, Carrillo pour l'Espagne et Marchais, a mis en lumière les contours de l'«eurocommunisme» ses limites et ses vicissitudes actuelles.

Les premiers pas de l'euro - révisionnisme

A vrai dire, le terme d'«eurocommunisme» (l'euro-révisionnisme en fait) ne date que de l'été 1975. Le mot a été lancé par la presse, à la suite de la rencontre Berlinguer-Carrillo, en août de cette année. Cette rencontre se situant d'ailleurs dans le prolongement de la conférence des Partis révisionnistes des pays capitalistes d'Europe, à Bruxelles en janvier 1974.

A travers ce terme d'«eurocommunisme» la presse entendait l'émergence d'une inflexion nouvelle de certains partis révisionnistes européens -essentiellement du point de vue de leurs rapports avec l'URSS. Il semblait qu'ils s'engageaient à distendre leurs rapports avec l'URSS, à ne plus subordonner leur stratégie de prise du pouvoir aux orientations définies de fait, à Moscou, mais, au contraire, à se concerter au niveau ouest-européen pour nouer plus librement des alliances avec des forces social-démocrates et démocrates-chrétiennes et s'intégrer

davantage au cadre politique ouest-européen. Bref, il semblait qu'était en train de naître un autre centre révisionniste au pouvoir à l'Est étroitement contrôlés par le PCUS.

Le début de la déclaration commune proclamait :

«Pour les forces ouvrières et démocratiques, l'exigence se fait plus pressante, d'indiquer tant au niveau de chaque pays qu'au niveau ouest-européen, dans les conditions nouvelles des progrès positifs, du processus de détente internationale, de nouvelles

dossier

orientations capables de favoriser la rencontre de l'ensemble des forces démocratiques pour une politique de rénovation démocratique et socialiste de la société, pour sortir positivement de la crise profonde qui frappe les pays capitalistes d'Europe».

La déclaration soulignait ensuite :

«Le socialisme ne peut s'affirmer, dans nos pays, qu'à travers le développement et la pleine réalisation de la démocratie. Il a comme base l'affirmation de la valeur des libertés personnelles et collectives et de leur garantie, des principes de la laïcité de l'État, de sa structure démocratique, de la pluralité des partis en libre confrontation, de l'autonomie du syndicat, des libertés religieuses, des libertés d'expression, de la culture, des arts et des sciences. Dans le domaine économique une solution socialiste est exigée pour assurer un développement élevé de la production, à travers une politique de programmation démocratique qui s'appuie sur la coexistence de formes variées d'initiative et de gestion publique et privée».

Bref, une série de garanties étaient données sur des points clefs : pluralisme des partis, autonomie des syndicats, maintien du secteur privé : ces deux partis révisionnistes n'avaient pas comme projet d'instaurer un capitalisme d'État, d'un type analogue à celui des pays de l'Est. De plus, la déclaration revendiquait :

«Une nouvelle politique ouest-européenne fondée sur les rapports d'amitié et de coopération, sur une base d'égalité, avec tous les pays du monde, à commencer par les États Unis et l'URSS».

Ce qui paraît signifier une volonté de prendre ses distances à la fois vis-à-vis de l'URSS et des USA.

Aucun parti révisionniste, sauf Berlinguer, une fois, ne reprit à son compte le terme même d'«euro-communisme». C'est effectivement le PCI qui semblait jouer alors un rôle moteur dans les rapprochements bilatéraux entre partis révisionnistes ouest-européens. Le 15 novembre 1975, Marchais était reçu à Rome.

Le PCI et le PCF, tout en répétant des professions de foi démocratique analogues à celle de la déclaration PCI-PCE, soulignaient :

«Les deux partis conduisent leur action propre dans des conditions concrètes différentes et, pour cela, chacun d'eux applique une politique qui répond aux besoins et aux caractéristiques de son propre pays. En



Le trio de Madrid, à l'hôtel Mella. Une condamnation de la répression en Europe de l'Est ? «C'est une pure et simple fantaisie» répond l'Humanité.

même temps, luttant dans des pays capitalistes développés, ils constatent que les problèmes essentiels qu'ils affrontent présentent des caractéristiques communes et réclament des solutions analogues».

Ajoutant plus loin : «Les deux partis attachent une grande importance au développement d'initiatives unitaires des forces populaires et des forces de gauche, y compris au Parlement européen, pour la démocratisation des orientations et du fonctionnement de la Communauté Économique européenne». Il y avait là, apparemment, un embryon de tactique conjointe dans le cadre de l'Europe des Neuf et de ses institutions.

A noter que la déclaration commune PCI-PCF (à la différence de la déclaration PCI-PCE) prenait soin de noter :

«Une transformation socialiste pré-suppose le contrôle public sur les principaux moyens de production et d'échange, leur socialisation progressive».

Trois histoires différentes

Cette convergence des trois partis révisionnistes apparaissait d'autant plus nette que l'histoire de leurs rapports avec le révisionnisme soviétique avait été jusque là, assez différente.

Le PCI, avec Togliatti, s'était porté à la pointe, si l'on peut dire, du Kroutchévisme, de la «déstalinisation» et y avait saisi, très tôt, l'occasion de développer largement ses thèses révisionnistes sur les «voies originales et diverses vers le socialisme» et sur «les réformes de structure». Dans le même temps, il avait parfait son image d'indépendance vis-à-vis du révision-

nisme soviétique, en atténuant considérablement les attaques contre la Chine socialiste, au moment et après la scission dans le Mouvement Communiste International. Lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie, il avait adopté une attitude «souple».

Tout ceci le différencie assez nettement du PCF qui, tout en emboîtant le pas avec le kroutchévisme a eu assez de mal à attaquer de front, dans ses rangs, l'attachement qui existait pour l'œuvre de Staline et a persisté longtemps à faire de l'Union Soviétique un modèle de socialisme, à la défendre contre toutes les «calomnies anti-soviétiques», prenant parti, à l'instar de Thorez, violemment contre les positions du Parti Communiste chinois, au moment où était engagé le grand débat dans le Mouvement Communiste International. De plus, le PCF est le seul des trois partis à avoir accepté de considérer la «normalisation» en Tchécoslovaquie et le remplacement de Dubcek par Husak, sur diktat soviétique, comme «une affaire intérieure» de ce pays.

Le PC Espagnol, au contraire, a pris ses distances depuis plus longtemps avec l'URSS. Il est le seul des trois partis à s'être déclaré solidaire de Dubcek, et à considérer le PC tchèque du «printemps de Prague» comme légitime. Il y a sept ans que Santiago Carrillo ne s'est pas rendu à Moscou, et on lui prête ce mot : «J'irai à Moscou, quand je voudrai». Nul n'ignore, de plus, que le PC soviétique a tenté à deux reprises de renverser la direction carrilliste du PCE. Le PCUS est allé jusqu'à constituer avec Lister, un parti à sa botte, qui toutefois n'a pu prendre de consistance et est demeuré fantomatique. ▶

Des contraintes convergentes

Comment ces trois partis révisionnistes ont-ils pu parvenir à une certaine unité de positions vis-à-vis de l'URSS ?

C'est pour une part l'évolution politique interne des pays qui l'explique. Pour le PCE, étant donné la très forte pression de la propagande franquiste, depuis la guerre civile, sur le PC comme agent de Moscou, comme parti de l'étranger, le PC pour s'intégrer au jeu des partis politiques bourgeois d'opposition, a éprouvé la nécessité de rejeter ostensiblement tout lien de dépendance vis-à-vis de l'URSS. Aujourd'hui, en faisant campagne pour sa légalisation (la loi héritée du franquisme interdit toute organisation politique liée à l'étranger), le PCE a à cœur de souligner qu'il est le seul grand parti à n'être affilié à aucune internationale contrairement au... PSOE rattaché à l'Internationale Socialiste, et aux démocrates-chrétiens.

De plus, la longue période de clandestinité du PCE lui permet d'effacer plus aisément les traces de ses liens avec l'Union Soviétique.

On n'a qu'à voir, par contraste, l'embarras d'un Kanapa pour expliquer si oui ou non la direction du PCF à l'époque avait pu prendre connaissance du «rapport secret» de Krouchtchev au XX^e Congrès du PCUS.

En France, le PCF a été amené à se démarquer de l'URSS pour une série de raisons : l'impact dans l'opinion publique juste après mai 1968, de l'invasion de la Tchécoslovaquie, la réticence de plus en plus grande, dans les masses, à reconnaître dans l'URSS et les pays de l'Est des modèles de socialisme. D'autre part, dans le cadre de l'Union de la Gauche, la social-démocratie pour rééquilibrer en sa faveur le rapport de forces électoral exploitera à fond, contre le PCF la question des libertés : c'est un moyen de récupérer à la fois ceux qui se détournent de l'image repoussante du «socialisme» soviétique et d'autre part un électorat plutôt réactionnaire, persuadé que le PCF conserve encore des vestiges de son passé et des velléités d'instaurer la dictature du prolétariat.

L'image de marque façonnée par le XXII^e Congrès du PCF abandonnant le mot de dictature du prolétariat et les prises de position successives, d'abord timides, dénonçant les «violations de la démocratie socialiste» en URSS allaient dans le même sens et s'efforçaient de contrecarrer sur ce terrain, la social-démocratie.

Un rapprochement entre le PCF et le PCI ne pouvait que renforcer cette campagne. En effet, durant la période où le parti de Cunhal, au Portugal, s'était lancé à la conquête du pouvoir, le PS avait critiqué le soutien que lui apportait le PCF et souligné, au contraire, l'attitude critique du PCI vis-à-vis de Cunhal.

On voit comment chacun des trois partis a été amené, de façon différente à marquer ses distances vis-à-vis de l'URSS et comment chacun, à des degrés divers, a besoin de l'autre pour mieux les signifier. Encore faudra-t-il apprécier, à la suite de la rencontre de Madrid ce qu'il faut entendre par «distances».

Une tactique européenne

L'autre facteur d'unité, non moins important entre ces partis révisionnistes, c'est la recherche d'une tactique commune au plan européen, dans la perspective d'une prise du pouvoir. Le 15 juin 1975, le scrutin en Italie marquait une nette avancée électorale du PCI et le plaçait en position de force : la Démocratie Chrétienne perdant la majorité absolue, ne pouvait se maintenir au gouvernement qu'avec le soutien «abstentionniste» du PCI. Le 15 novembre 1975, Marchais rencontrait Berlinguer.

Dans la mesure où le PCI participe déjà — par sa non-opposition — au gouvernement et que le PCF ne se sent pas trop éloigné de s'y hisser derrière le PS, en 1978, les deux partis cherchent à se donner un appui réciproque, en homogénéisant leurs positions dans le cadre défini de l'Europe Communautaire. Même si le parti de Carrillo (que l'on crédite de 5% à 15% de voix au prochaines élections) n'est pas proche d'accéder au pouvoir, il se place nettement dans la perspective de l'intégration de l'Espagne au Marché Commun et de «la transformation en un sens démocratique du caractère de la Communauté Économique Européenne» (Manifeste-Programme du PCE, 1975).

En cela, il se distingue très nettement du PC portugais de Cunhal — qui n'a pas été invité à Madrid — : alors que Soares fait le siège des capitales européennes pour obtenir l'intégration dans les années à venir, du Portugal à la Communauté Européenne, Cunhal y est opposé, comme il est opposé à «l'eurocommunisme», qui, selon lui, ne peut concerner le Portugal : «Depuis la révolution du 25 avril, a-t-il déclaré récemment, le capitalisme monopoliste d'État a été liquidé ainsi que les monopoles au Portugal... Nous croyons qu'il résulte clairement de la situation actuelle pour l'action du parti que nous n'allons pas travailler à faciliter la récupération capitaliste, pour que reviennent encore les monopoles et le pouvoir économique et politique des monopoles comme ils existent en France, en Italie etc. Vu cela, nous n'allons pas faire place à une tactique (l'eurocommunisme) tendant à limiter le pouvoir de ces forces».

Le PCI et le PCF — et à leur suite le PCE — en tant que futurs partis de gouvernement, se mettent en positions (et donnent des garanties) d'accepter les mécanismes de l'Europe des Neuf, ses institutions, d'une part. D'autre part, en affirmant qu'ils mettent sur un pied d'égalité les États Unis et l'URSS, qu'ils sont pour le «désarmement» des blocs militaires en Europe, ils donnent une sorte de garantie de respecter le statu quo (l'appartenance de l'Italie à l'OTAN, bases US en Italie et en Espagne). Cette question de l'attitude des USA vis-à-vis de l'accession de partis révisionnistes au gouvernement — notamment du PCI — a été ouvertement débattue sur la scène internationale : Kissinger avait publiquement déclaré que des mesures de rétorsion économique devraient être immédiatement prises en ce cas. Aujourd'hui, de l'aveu de Lucio Libertini, membre du CC du PCI, «Washington ne tire plus aussi brutalement sur les cibles (révisionnistes)... En Italie, le tandem Carter-Brzezinski examine également la possibilité d'une accession du PCI au pouvoir». Peu après le «sommet» de Madrid, pour la première fois depuis très longtemps, un diplomate américain à Paris recevait un responsable du PCF, Kanapa, officiellement.

Dans une Europe du Sud où s'accroît l'instabilité politique (mis à part pour le moment le Portugal qui se «normalise»), l'eurorévisionnisme représentait la tentative des deux principaux partis ouest-européens de coordonner leurs positions au plan européen afin de préparer les conditions internes et externes de leur

accession au pouvoir. Les garanties qu'ils donnaient à la fois aux forces social-démocrates et démocrates chrétiennes sur le respect de la démocratie bourgeoise, et aux États Unis sur leur acceptation — provisoire — de la division de l'Europe entre les deux blocs passaient nécessairement par une certaine démarcation et indépendance proclamée vis-à-vis de l'URSS.

Le «sommet» de Madrid

Le sommet de Madrid, premier de ce type, était donc attendu comme une confirmation et, sans doute, une avancée de ces positions.

Or il n'en a rien été, en ce sens que la déclaration commune de Madrid paraît, compte-tenu des développements de la situation après Helsinki, en retrait par rapport aux deux déclarations bilatérales de 1975. En effet, elle a beau réaffirmer son attachement au catalogue des libertés démocratiques bourgeoises et concevoir «la solidarité internationaliste et l'amitié sur la base de l'indépendance de chaque parti, l'égalité des droits, la non-ingérence, le respect du libre choix des voies et des solutions originales pour la construction de sociétés socialistes correspondant aux conditions de chaque pays», elle reste muette sur une question cruciale : la dénonciation de la répression fasciste en URSS, à laquelle il n'est même pas fait allusion, si peu que ce soit.

Or, au plan même des autres forces bourgeoises, dans la mesure où elles préfèrent, en général, capituler sur ce point et ne dénoncer que très faiblement et discrètement les préparatifs de guerre de l'URSS, c'est bien sur cette question de la violation des droits de l'homme que, peu à peu, après Helsinki, s'est cristallisée la ligne de démarcation et d'affrontement diplomatique entre les deux blocs. De plus, le développement du mouvement démocratique en URSS, la montée des oppositions dans les pays de l'Est comme la Tchécoslovaquie occupée, la Pologne et aussi la RDA est une réalité incontestable des dix-huit derniers mois. Ne pas en tenir compte, refuser d'en parler, dans les conditions actuelles, cela signifie plus que jamais suivre la politique de l'URSS, se soumettre à ses exigences en vue de créer le moins possible de difficultés à l'URSS pour la Conférence de Belgrade qui, en juin 77, doit tirer les conclusions de deux

années d'application des accords d'Helsinki.

Ce qui accentue encore cette position de recul, de soumission à la politique soviétique, c'est le fait que la déclaration, tout en faisant le silence sur les camps et les asiles psychiatriques soviétiques, porte aux nues la détente et lui accorde désormais une «importance essentielle» :

« Cette rencontre de Madrid est aussi l'occasion pour les communistes espagnols, italiens et français de réaffirmer l'importance essentielle qu'ils attribuent à de nouveaux pas en avant sur la voie de la détente et de la coexistence pacifique, à des progrès réels dans la réduction des armements, à l'application intégrale par tous les États de toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helsinki et à une tenue positive de la rencontre de Belgrade... »

Pourquoi un tel recul ? Il a été selon toute vraisemblance l'objet d'un marchandage. Ce sont les deux «grands» partis, le PCI et notamment le PCF, qui ont imposé au PCE de faire le silence sur la répression en URSS. Marchais a justifié, après coup, ce silence à sa façon : d'une part chaque parti ayant de toute façon déjà pris position sur la question, ce n'était pas la peine d'y revenir. Dérobase pure et simple. D'autre part, selon lui, «trois partis réunis n'ont pas à porter un jugement collectif, à procéder à une condamnation collective de quelque parti que ce soit». C'est là un coup d'arrêt à l'esprit de l'euro-révisionnisme, ou plutôt un éclairage très cru de ses limites. «L'indépendance» des partis révisionnistes s'arrête là : ils ne sauraient *en commun* prononcer les dénonciations même restreintes du régime de l'Union Soviétique, qu'ils prononcent chacun de leur côté, dans leur pays. C'est reconnaître en définitive le rôle de centre du parti révisionniste de l'URSS : des positions communes peuvent être prises par les trois partis *pour autant* qu'elles ne gênent pas la politique d'ensemble de l'Union Soviétique. Marchais s'est même permis d'ajouter, en toute hypocrisie, que dans les pays «socialistes», «il existe, selon nous, des moyens à mettre en œuvre pour les voir avancer hardiment sur la voie de la démocratie socialiste».

Le poids du social - impérialisme

On doit s'interroger sur cette subordination des «grands» partis à la

politique soviétique : en ce qui concerne le PCF, il est certain que des facteurs internes à ce parti jouent dans ce sens, que nombre de responsables en place ont une carrière trop étroitement mêlée à des rapports privilégiés avec le parti révisionniste d'URSS, pour qu'ils puissent tolérer que la dénonciation de la répression en URSS aille trop loin. Mais, plus profondément, le fait que le PCI — si «indépendant» de l'URSS — s'aligne sur cette attitude, doit attirer notre attention. En effet, le PCI, récemment, a reçu les représentants des partis notoirement pro-soviétiques : Cunhal du PC portugais et Corvalan du PC chilien. Il s'agit bien d'un choix. Berlinguer entretient des rapports suivis avec Moscou : rien que l'an dernier, il a rencontré par deux fois Brejnev. Alors que Marchais s'est abstenu, depuis deux ans, de faire le voyage de Moscou.

Il semble que c'est la proximité du pouvoir qui incite le PCI à resserrer ses liens avec l'Union Soviétique. Avec l'exacerbation de la rivalité entre les USA et l'URSS en Europe, les «grands» partis comme le PCI et le PCF, tout en donnant des garanties vis-à-vis de l'OTAN, paraissent de plus en plus envisager, une fois au pouvoir, de chercher appui, pour stabiliser leur installation, auprès de la superpuissance soviétique. C'est une position d'autant plus plausible, que les bourgeoisies impérialistes italienne et française au pouvoir marquent elles-mêmes des signes de faiblesse vis-à-vis du social-impérialisme. C'est ce qu'a montré «la compréhension» des forces centristes, de Mitterrand aussi vis-à-vis de l'attitude prudente — capitulante en fait — de Giscard, lors de la venue d'Amalrik à Paris. C'est ce qu'indiquent, depuis un certain temps, les liens économiques importants que la grande bourgeoisie italienne (Agnelli de la Fiat notamment) noue avec le social-impérialisme, escomptant trouver là d'importants débouchés pour son économie en crise.

Le thème de la conciliation — de la capitulation — vis-à-vis de l'URSS a pris un tour nouveau au sommet de Madrid, ou plutôt de la conférence de presse qui l'a suivi. A un journaliste qui lui demandait quel choix il ferait en cas de conflit entre les USA et l'URSS, Carrillo a répondu :

« S'il se produisait une confrontation entre les USA et l'URSS, nous ►

dossier

n'aurions pas le temps de faire un «choix» ! Parce que cette confrontation serait l'anéantissement nucléaire de l'Europe... La question qui se pose aujourd'hui aux communistes, aux socialistes, aux sociaux-démocrates, aux chrétiens, aux libéraux, aux gens de droite, aux Américains, aux Russes, aux Français, aux Espagnols, c'est d'éviter à tout prix une confrontation entre les deux grandes puissances dont

nous serions tous les victimes immédiates».

C'est là une façon très nette de prêcher la détente à tout prix, en agitant le chantage nucléaire de l'Union Soviétique, en premier lieu. On n'entretient plus guère la fiction des conditions nouvelles qui permettraient une «détente» en Europe, mais on incite à plier devant la terreur nucléaire, à payer n'importe quel prix pour éloigner la catastrophe. Et les

partis révisionnistes se présentent implicitement comme les mieux placés pour obtenir, du côté de l'Est, un allègement de la menace.

Berlinguer de déclarer : «Si malheureusement on devait retourner à la guerre froide...» brandir le danger de la guerre froide aujourd'hui, alors que l'Union Soviétique est devenue la superpuissance la plus dangereuse, c'est bien inciter à se soumettre à sa politique agressive et expansionniste en Europe.



Après le 15 juin, les chefs-lieux de province administrés par le PCI.

UN ASPECT DU RÉVISIONNISME ITALIEN

La «Ligue Nationale des Coopératives Italiennes» : une entreprise capitaliste au service du PCI

● Le PCI qui participe - pratiquement - au gouvernement semble une force politique bourgeoise qui dispose d'une base économique capitaliste plus étendue que celle du PCF. Il n'est d'ailleurs pas partisan de procéder à de nouvelles nationalisations.

En effet, un aspect encore mal connu du PCI est son emprise sur une sorte d'empire industriel et commercial très diversifié : «La ligue nationale des coopératives italiennes». Elle s'intégrerait naturellement, une fois qu'il aurait le pouvoir, au secteur capitaliste d'État. D'ores et déjà, «la ligue» sert de banc d'essai de l'austérité telle que la préconise le PCI et aussi d'exemple pour la conquête de nouveaux marchés à l'extérieur.

La tradition coopérative est ancienne en Italie. Elle est née en Émilie-Romagne où, dès avant le fascisme, une poussée des luttes paysannes avait permis le développement d'un fort mouvement coopératif, qui a été une des bases les plus solides de la lutte

antifasciste. En partie cassé par le gouvernement de Mussolini, ce mouvement s'est reconstitué après la guerre, sous l'impulsion croissante du PCI et de la CGIC (centrale syndicale liée au parti révisionniste) paysanne. Il organisait alors les petits et moyens propriétaires. D'abord essentiellement agricole, ce mouvement s'est étendu à d'autres formes de production, jusqu'à former un réseau englobant tous les aspects de l'infrastructure économique.

Aujourd'hui, les coopératives sont regroupées en trois centrales différentes : l'«Association générale des coopératives italiennes» (AGCI) appartenant au parti républicain, d'importance mineure, perd son importance chaque jour ; la «Confédération des coopé-

ratives», impulsée par la Démocratie Chrétienne, dite «coopératives blanches», est beaucoup plus influente. Mais avec ses 3 700 MILLIARDS de lires de chiffre d'affaires, «La Ligue Nationale des coopératives italiennes», impulsée par le PCI et, dans une moindre part, par le PS, est la structure la plus grosse du mouvement coopératif. Elle est aussi l'un des plus gros monopoles italiens par son chiffre d'affaires, non loin derrière la Fiat et la Montedison. Conçue à l'origine comme structure d'organisation politique des masses, la ligue des coopératives est devenue, à la fin des années 50, un organisme avant tout économique obéissant aux mêmes normes que n'importe quel rouage capitaliste. Faisant appel à des associés de plus en

dossier

plus riches, la ligue, dont les statuts mentionnent pourtant qu'elle est «une association des hommes, non des capitaux», intervient dans un nombre croissant de secteurs, et ne cesse de rechercher de nouveaux marchés. Arme essentielle du PCI dans sa politique d'alliance et de «compromis» elle se pose aujourd'hui en interlocuteur compétent en face du gouvernement Andreotti et lui présente son propre modèle de «développement et de restructuration dans un cadre de mutation profonde» comme solution possible à la crise de l'économie italienne.

Les coopératives PS - PC : une puissance économique montante

La ligue dispose d'abord d'un réel pouvoir financier : elle possède, en copropriété avec les syndicats, l'Unipol, une des plus grosses entreprises d'assurances du pays ; elle est également forte dans le crédit grâce aux banques agricoles et à celles des artisans. Pour financer ses activités, et gérer son capital, elle construit actuellement une société, la FINCOOPER, dont le capital social s'élevait en 76 à 5 milliards de lire. Elle est en cours d'acquisition de la «Generale Immobiliare Rome», l'un des plus grands groupes immobiliers italiens, propriété d'un certain Sindona, gros capitaliste dont la faillite a fait grand bruit. Elle vient de prendre une part importante des actions de la Maraldi, l'un des plus gros groupes industriels du sucre. Dans le domaine de l'acier, elle possède depuis janvier 76 la Duina, la plus grosse industrie sidérurgique italienne. Le même mois, elle est entrée en coparticipation avec la Sipra, la plus grosse maison de publicité d'Italie, qui a le monopole de la publicité télévisée et cinématographique ; en juillet, elle est entrée en pourparlers pour devenir actionnaire de la Standa, la plus grosse maison de supermarchés italiens, propriété de la Montedison, société mixte où l'État est majoritaire. Elle possède 30% des actions dans la maison d'édition Feltrinelli ; entreprises de construction, coopératives de transport, chaînes de distribution alimentaire et de restaurants, industries alimentaires, maisons de tourisme et de spectacles, entreprises de céramique, industrie textile, meuble, coopératives de pêche, immobilier, sont quelques unes des activités



Galetti, Président de la Ligue et membre du CC du PCI : «Nous devons accepter une réduction de la consommation».

de la ligue, donc, les ramifications ont poussé dans les secteurs les plus variés.

C'est en Emilie-Romagne, vieille base traditionnelle du PCI, que son implantation est la plus solide. Elle y a réalisé en 76, 2 000 milliards de chiffre d'affaires, soit un peu plus de la moitié de ce qu'elle obtient au plan national. Le plus grand centre de transformation de produits agricoles, la Corticella, entreprise de minoterie, au chiffre d'affaires de 50 milliards de lire, lui appartient. Le Conad, groupe de négociants dont les activités sont tournées essentiellement vers les pays de l'Est, et qui réalise 400 milliards de lire, lui est affilié.

Un développement capitaliste : l'exemple de la «Coop - Italia»

La Coop-Italia est la chaîne de distribution alimentaire de la ligue. Le secteur administratif en est installé à Milan, le secteur commercial à Bologne. La Coop-Italia est organisée avec trois niveaux : 10 magasins distribuent les produits aux supermarchés ; ceux-ci sont au nombre d'une centaine de grandes surfaces (entre 600 et 1 500 m²), auxquels s'ajoutent des milliers de magasins de moindre importance.

Or, aujourd'hui, comme l'explique Finelli, vice-président du comité régional de la ligue pour l'Émilie-Romagne, la ligue n'est pas à l'abri de la crise générale de l'économie italienne. Mais elle s'est aussitôt donné les moyens d'y faire face : elle a su commencer sa restructuration.

Ainsi, la Coop-Italia a fermé l'un de ses dix magasins distributeurs, et elle

est en train d'en fermer un second. Voilà déjà 200 licenciements ; cela ne suffit pas et, comme l'explique encore Finelli, les dirigeants de la ligue sont «conscients de la nécessité d'une politique d'austérité, ils sont d'accord avec une politique de restriction de la consommation... Nous croyons qu'il faut bloquer les dépenses courantes et l'accroissement de l'emploi, désormais pathologique, dans le secteur public». Aussi la Coop-Italia a-t-elle donné l'exemple... en fermant ses bureaux administratifs à Milan, jugés comme un secteur improductif à la fin de l'année 76, amenant ainsi des dizaines d'employés à s'auto-licencier.

Puis le bruit a couru, dans tous les magasins de la Coop-Italia que la restructuration allait amener 10 000 licenciements. Sous l'effet de cette menace, nombre d'employés se sont mis à chercher du travail. En définitive, le nombre de licenciés a été d'un millier. Mais la menace avait fait son effet : à la Coop-Romagna Marché, une coopérative dirigée par la Coop-Italia, à Ancône, aux mois de septembre et octobre, des employés ont accepté une retenue de leur salaire pour colmater le déficit de l'entreprise, dans la crainte de la voir fermer ses portes. Dans ce même magasin, et à l'Inter-Coop, autre coopérative de la Coop-Italia, 300 personnes ont été licenciées au nom de la restructuration au cours des derniers mois. Alors que les contrats nationaux prévoient des horaires de travail de huit heures par jour, dans ces coopératives les journées sont de dix heures : il faut, explique-t-on aux ouvriers, sauver à tout prix l'entreprise coopérative, en butte aux assauts des entreprises capitalistes.

dossier

Les prétendus «associés» sont en fait des actionnaires ; un employé peut devenir associé «s'il le veut», mais surtout s'il apporte un capital ; cette part est au minimum d'un million de lires. Dans telle entreprise «coopérative» de construction ou de transport, l'embauche se fait au jour le jour en fonction des commandes : tel travailleur qui a travaillé la veille peut se retrouver sans emploi le lendemain.

La propagande sur la nécessité de sauvegarder le mouvement coopératif, l'encadrement syndical, rendent la lutte plus difficile encore dans ce genre d'entreprise que dans toute autre. Lorsque dans la Coop-Italia, fin 75 et début 76, des grèves éclatent contre la restructuration, le syndicat intervient à Bologne et réussit à la faire accepter. Ainsi, Andreotti (1), parlant un dimanche à Milan, stigmatisait l'absentéisme «Regardez, déclara-t-il en s'adressant aux entrepreneurs privés, les entreprises coopératives : il n'y a pas d'absentéisme ; faites donc comme elles». «C'est là un compliment, souligne Galetti, membre du comité central du P«C» et président de la ligue. Pourtant, dans l'entreprise coopérative, il y a encore un taux d'absentéisme trop élevé... si nous voulons être compétitifs et si nous voulons rester stables sur le marché, l'absentéisme dans l'entreprise coopérative est un luxe que nous ne devons pas tolérer ou que nous devons réduire le plus possible». (Discours de clôture de l'assemblée régionale des présidents et vice-présidents de la ligue des coopératives)

Un cheval de Troie entre les mains du PCI

De plus en plus, la ligue nationale des coopératives apparaît comme l'organisation économique du P«C», le modèle de développement qu'il propose comme alternative pour parer à la crise italienne. Il vient de lui céder une des plus grosses entreprises d'import-

Export, les groupes Restital, assortis des groupes Bostital, et Est-Europa, qu'il possédait en propriété directe ; il lui a cédé également l'Ital-Tourist, une des plus grosses agences de voyage italiennes, spécialisée dans les voyages en URSS.

Avant tout, la ligue se pose comme un modèle alternatif à l'organisation économique actuelle de l'ensemble de l'Italie : «Face à l'aggravation de la crise et à l'incertitude du cadre politique actuel, déclare Finelli, vice-président du comité régional (Émilie-Romagne), il faut affirmer de toutes nos forces la présence et l'image d'une coopération qui est à la fois une force politique, économique et sociale qui peut représenter un modèle, précis, sinon le seul pour tous ceux qui se proposent de résoudre les problèmes structurels de l'économie, de construire des modèles de production et de consommation différents, plus avancés et démocratiques».

Aussi la ligue avance-t-elle chaque jour ses propositions pour un «nouveau développement» et des «mesures concrètes pour l'économie» dans lesquelles elle se propose de jouer un «rôle directeur propre». Elle veut être un «protagoniste» reconnu par le gouvernement, et «participer aux changements qui investissent le système économique et politique du pays».

Dans cette tentative, elle a pour alliés premiers les syndicats et le P«C», dont elle se fait le porte-parole.

«La crise économique, extrêmement grave, dans laquelle se trouve le péril toujours menaçant de l'inflation, est une question grave, urgente, que nous devons à tout prix réussir à surmonter», déclare Galetti, président de la ligue et membre du comité central du parti révisionniste. Cela implique «l'effort conjugué de chacun dans l'intérêt commun national et l'acceptation, pour une longue période (plusieurs années sûrement) de durs sacrifices de la part de tous : c'est cela, en substance, qui s'appelle politique d'austérité», cela afin de créer «le changement dans les orientations de politique économique et sociale qui sont la seule façon de répondre aux conséquences de la crise».

«C'est-à-dire que se pose l'exigence d'affronter les problèmes dans toute leur complexité et leur gravité, et d'indiquer au pays la politique à suivre. Certes, austérité signifie que nous devons accepter une réduction de la consommation» afin de favoriser les investissements dans le Mezzogiorno,

l'intégration de l'agriculture, le développement des infrastructures civiles.

«Hé bien ! pour imprimer cette direction à la politique économique et sociale, notre mouvement doit se sentir engagé directement, au premier chef, en accord avec le grand mouvement syndical, en accord avec les autres organisations sociales et de masse, avec les forces politiques qui entretiennent des rapports avec les larges masses travailleuses et populaires».

Aussi la ligue fait-elle chorus avec le P«C» pour exiger des pouvoirs accrus aux régions : «Il est bien évident que la réforme des finances locales (que nous demandons) n'est absolument pas neutre» déclare Prandini, président du comité régional de la ligue (Émilie-Romagne). «Elle comporte en fait une redistribution du pouvoir politique, tant sur le plan territorial que sur le plan social, et ne peut donc qu'être partie intégrante d'un processus de transformation générale de la société et de l'État».

La ligue exige donc une «relance massive des investissements» et une «réduction des dépenses publiques», à l'instar du P«C».

C'est dans ce sens qu'elle examine les projets gouvernementaux et fait «des propositions pour les améliorer et les modifier».

Entre autres propositions, il faut remarquer celle d'affilier à la ligue les entreprises privées en crise. Jusqu'ici les régions intervenaient auprès de la GEPI, organisme d'État, pour faire nationaliser les entreprises qui se trouvaient dans ce cas ; désormais, la politique du parti révisionniste comme celle des syndicats est de demander que ces industries rejoignent la ligue. Celle-ci demande à l'État qu'un fonds de rotation de 30 milliards soit alloué à cet effet.

Autre proposition pour la «reconversion industrielle» ; après la conclusion du pacte patronat/syndicats sur la mobilité de la main d'œuvre, la ligue exige que celle-ci se fasse sous les auspices d'une commission, dans laquelle elle serait représentée, et qui serait placée directement sous contrôle de la région et non de l'Office Régional du Travail.

La tactique révisionniste aujourd'hui en Italie est de «gagner le pouvoir central par la périphérie» et «par morceaux». Ainsi veut faire la ligue sur

(1) Président du Conseil Italien, démocrate chrétien.

Un éclaireur de l'impérialisme dans le Tiers - Monde

Toujours à la recherche de nouveaux marchés, la ligue des coopératives a poussé, avec succès, son enquête dans le Tiers Monde, en particulier en Afrique. Ainsi, en février, un des principaux dirigeants de l'Intercoop, par ailleurs membre du P«C»I, est devenu président de la chambre de commerce italo-arabe. Un accord de 50 milliards pour la livraison d'usines clés en main a, sous son impulsion, été conclu avec l'Algérie. Peu de temps auparavant, Pajetta, membre de la direction du P«C»I, accompagné de Galetti, avait fait un voyage en Zambie, au Mozambique et Angola. Les représentants de l'ENI et de l'IRI (qui gèrent l'industrie d'État) les suivaient dans ces pays quelques jours plus tard, et en ramenaient des contrats de plusieurs dizaines de milliards de lires. Comme le déclare encore Prandini : «Il est urgent de réaliser un plan énergétique et en même temps d'établir de nouveaux rapports d'échange avec les pays producteurs de pétrole afin de faciliter nos exportations dans ces pays pour équilibrer ainsi la balance commerciale. On pourra peut-être nous accuser de présomption, mais l'expérience accomplie par la Ligue Nationale qui a réalisé d'importants protocoles commerciaux et de collaboration avec divers pays africains, montre qu'il est possible pour le gouvernement d'atteindre cet objectif». Par l'intermédiaire de la ligue, le parti révisionniste, fidèle à sa stratégie de «compromis historique» et à son modèle de «nouveau développement» (capitaliste) désigne à la bourgeoisie nationale en place les pays du Tiers Monde comme champs d'expansion de son impérialisme. ■

le terrain économique ; Galetti déclare encore : «Nous devons savoir gérer et administrer avec un sens profond de responsabilité, et avec courage, pour accroître notre présence dans les secteurs nouveaux et en même temps renforcer et rendre plus solide dans les secteurs traditionnels la présence de notre mouvement».

«Au cours de ces dernières années, en Émilie, nous avons réussi, parce que nous avons su nous moderniser et nous restructurer... Restructuration et promotion sont une nécessité pour faire du mouvement coopératif une force en mesure de répondre aux problèmes généraux du pays».

Un fer de lance pour le compromis historique

Fort du pouvoir économique que lui confère la ligue, le P«C»I l'utilise pour faire avancer le «compromis» : «Une des conditions pour réaliser nos projets, déclare encore Galetti, est que l'image que nous donnons du mouvement coopératif soit la plus unitaire possible. Nous ne posons pas, sinon pour une période historique, les problèmes d'une unifications organique (des trois centrales coopératives). Nous parlons d'accepter une sorte de pluralisme structurel et organisatif qui corresponde aux aspirations diverses (des mouvements) parce que nous pensons que c'est là une position réaliste pour faire avancer un processus unitaire de l'ensemble du mouvement coopératif de façon à correspondre avec ce type de société pluraliste qui est aujourd'hui l'objectif que se proposent de réaliser les forces politiques et démocratiques les plus importantes de notre pays». Ainsi, la ligue devient un instrument de

pénétration de plus en plus profonde dans l'appareil d'État, de pression de plus en plus grande sur les autres structures économiques. Les formes d'organisation adoptées par la ligue et son mode de développement doivent devenir un modèle pour l'ensemble du pays, et servir le projet révisionniste de restructuration de l'économie capitaliste italienne.

C'est ainsi que la ligue se réjouit que pour la première fois, Andreotti ait reçu le président de la ligue en tant que tel et qu'il ait écouté ses propositions. «Nous avons récemment rencontré le président du conseil des ministres, déclare encore Galetti ; c'est un fait d'une extrême importance si l'on considère que cela fait 30 ans que le mouvement coopératif s'efforçait d'être l'interlocuteur du chef de l'exécutif.»

Des liens étroits avec les pays de l'Est

La ligue aujourd'hui se préoccupe beaucoup d'une réorganisation de la production au sein de la CEE. Elle n'en entretient pas moins des liens étroits avec les pays de l'Est et l'URSS. C'est ainsi qu'à Moscou, en janvier 77, a été célébré le dixième anniversaire des activités de la Restital (l'entreprise d'import-export, propriété de la ligue) en présence des plus hautes autorités italiennes et soviétiques. Il y a quelques années, un scandale éclatait à Parme : on apprenait alors qu'à la faveur des camions internationaux TIR, qui ne sont pas soumis au contrôle douanier, les coopératives importaient de Bulgarie du beurre à bon marché, qu'elles revendaient ensuite au prix fixé par le Marché Commun. Par ailleurs, la ligue est affiliée à l'ACI (Association Coopérative Internationale) qui est implantée surtout dans les pays du COMECON.

Amendola et deux autres dirigeants du PCI. «Nous - parti de la classe ouvrière et des exploités - disons clairement qu'on ne peut sortir de la crise sans une période de dur effort de tout le peuple».



L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA CRISE - 2 -

● Le développement inégal des régions, le gigantisme des grandes villes sont étroitement liés au processus "accumulation du capital.

Ces déséquilibres qui sont la marque-même sur le territoire des contradictions du mode de production capitaliste ont pris un tour particulier en France (poids énorme de Paris, importance des régions agricoles et donc aujourd'hui de l'exode rural) du fait notamment des conditions dans lesquelles s'est constituée l'unité nationale et du fait de la subsistance de formes productives relativement attardées jusqu'à la dernière époque.

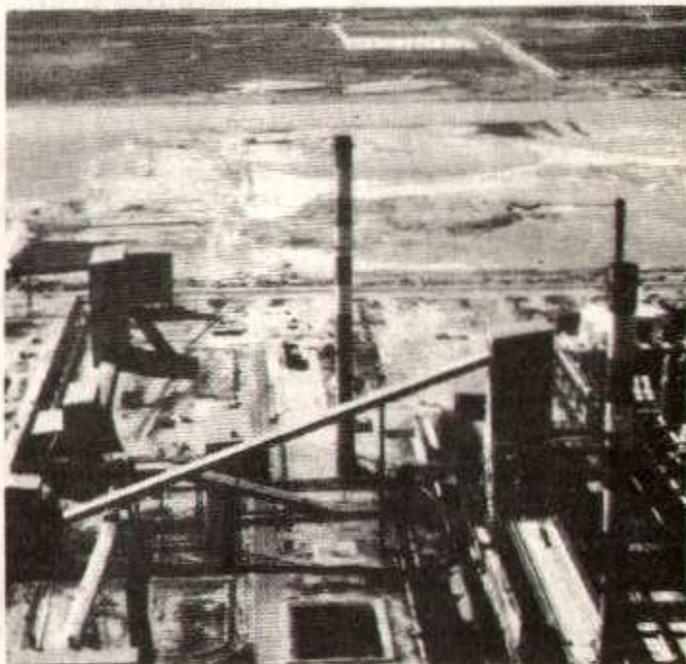
C'est au début des années 60 que la bourgeoisie essayant de définir de façon un tant soit peu cohérente les conditions d'un nouvel essor tout en cherchant de façon contradictoire à enrayer les mobilisations ouvrières ou paysannes qui se développaient dans les bassins miniers abandonnés ou en Bretagne, tenta de mettre en place une politique d'aménagement du territoire. (cf. Front Rouge n° 13)

La politique d'aménagement du territoire de la période gaulliste, toute entière destinée à renforcer les profits, notamment de la frange monopoliste de la bourgeoisie et à maintenir la domination capitaliste, a considérablement bouleversé les régions du territoire et aggravé les conditions de vie des masses populaires.

Deux orientations particulièrement significatives de cette politique sont à examiner :

- Depuis qu'elle existe, la politique d'aménagement du territoire a toujours défini sa priorité comme étant celle de la décentralisation et de l'industrialisation de l'Ouest. Dès lors, cette orientation et la réalité de son application contrecarreraient-elles l'aggravation de la contradiction ville-campagne et les déséquilibres régionaux, phénomènes jusqu'ici fortement liés au capitalisme ?

- Mettant en œuvre tous ses moyens pour favoriser l'émergence de grands groupes capitalistes de taille internationale, la politique gaulliste s'est également marquée dans l'espace par des investissements massifs en des points précis du territoire : Dunkerque et Fos. Que sont devenues les grandes opérations ? Quelles conséquences ont-elles eues sur les régions de leur implantation et pour les travailleurs ?



La «décentralisation» capitaliste

Entre les deux guerres, il n'y avait eu décentralisation qu'essentiellement pour des raisons militaires : des usines d'armement ont quitté la région parisienne peu avant 40 ; l'aéronautique s'est implantée dans le Sud-Ouest.

Au lendemain de la seconde guerre, il n'y a pas de politique de décentralisation définie. L'essentiel de l'effort de la bourgeoisie durant cette période de reconstruction s'appliquera à remettre en route l'appareil de production (aide à la sidérurgie, élargissement d'un secteur public) et à mettre en place les conditions minima pour faire face à la crise du logement, (blocage des loyers de 48, développement d'un secteur public et para-public de logements «aidés»).

C'est vers le milieu des années 50, mais surtout au début des années 60 que commencèrent à être définies une politique de décentralisation industrielle et les mesures qui devaient la soutenir. Dès lors un mouvement réel, bien que limité, de redistribution de l'activité industrielle sur le territoire et de redéfinition des vocations des aires régionales s'en suivit.

Une politique purement volontariste ?

Le mouvement de décentralisation industrielle ne fut pas spontané. La volonté du gouvernement de l'appuyer se manifesta par la mise en place d'organismes chargés principalement de cette tâche (en 1960, le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire, en 65 la DATAR) et d'une panoplie de menues initiatives (primes, allègement d'impôts en cas de décentralisation, nécessité d'obtenir un agrément en cas d'implantation en région parisienne).

Cependant la politique de décentralisation fut loin d'être un choix purement volontariste fait en quelque sorte de mesures courageuses et généreuses de la part de l'État gaulliste, comme tout un discours cherche à le faire croire.

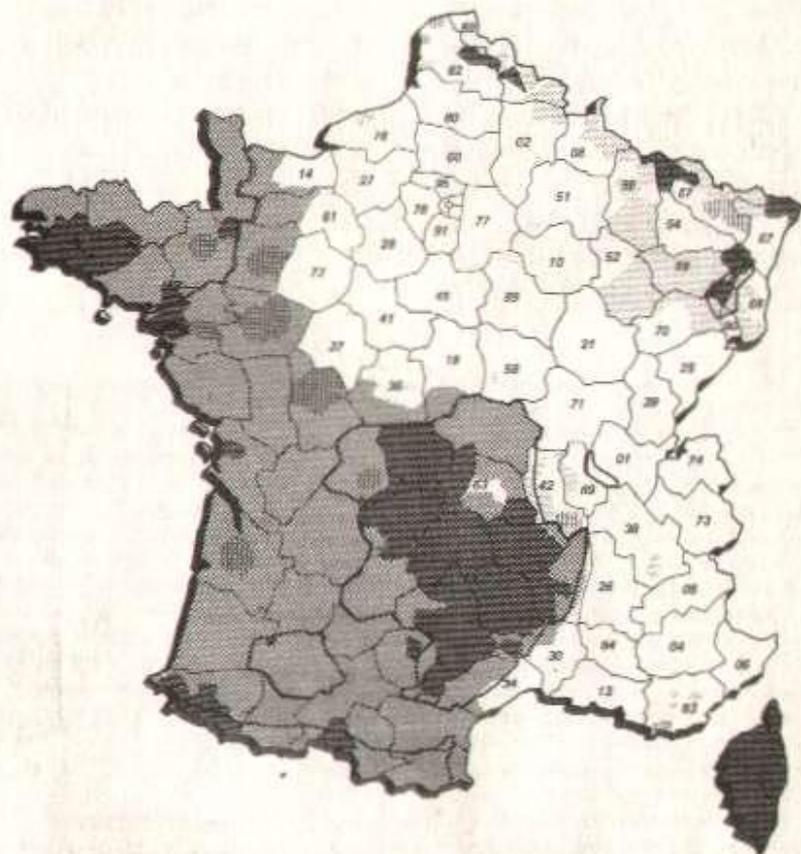
Cette politique fut de fait engagée sous le coup d'un double phénomène. D'une part la mobilisation des masses populaires ; dès cette époque les déséquilibres régionaux qu'entraîne le

LES CADEAUX DE LA DATAR

● Sous prétexte du «développement industriel régional» la DATAR fait de véritables cadeaux aux entreprises pour que soient, un tant soit peu régulés les déséquilibres : 20 000 F par emploi créé dans l'Ouest, 25 000 F dans certaines zones qualifiées de «critiques».

● Très souvent les entreprises font du chantage et avec succès dans bien des cas, pour que leur choix d'implantation soit situé dans une «bonne» zone.

● Installées, avec les primes de la DATAR, des dizaines d'entreprises en Bretagne, dans le Massif Central ou dans l'Est ne sont pas gênées pour fermer leurs usines, une fois écoulés les 3 ans réglementaires.



	Création d'activité	Extension d'activité	
Zone 4	25 000 F plafond de 35%	22 000 F plafond de 25%	Zones classées pour les grands projets
Zone 2	20 000 F plafond de 17%	17 000 F plafond de 17%	Zone à économie rurale dominante et zones de montagnes primitives
Zone 3	15 000 F plafond de 12%	12 000 F plafond de 12%	

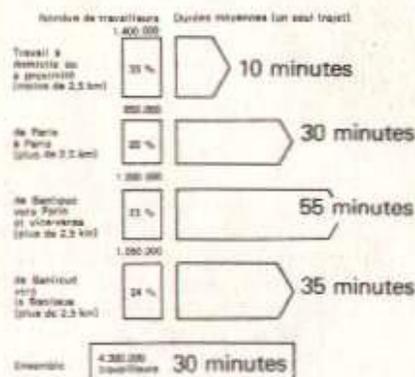
Source : DATAR

DATAR - CAES 1975



8 personnes au mètre carré, parfois 10 sur les lignes de métro les plus chargées aux heures de pointe. L'éloignement des logements nouveaux par rapport au centre est passé de 8 à 15 Km en 20 ans

Les migrations domicile - travail en 1968-1969



capitalisme, prennent un caractère particulièrement aigu en certains endroits. Dans le Nord, le Massif Central, dans le bassin d'Als, les mineurs participent en masse aux grandes grèves et mobilisations contre les plans de fermetures arrêtés dès cette époque par la bourgeoisie.

Dans une autre région, cette fois presque uniquement agricole, la Bretagne, par des mobilisations allant souvent jusqu'à des affrontements extrêmement violents avec les forces de répression se succèdent régulièrement au début des années 60, et contraindront le gouvernement à prendre quelques mesures.

L'autre face du phénomène, c'est la mutation profonde que connaissent l'appareil de production et l'économie française.

Après les cuisantes défaites d'Indochine et d'Algérie, la bourgeoisie française semble devoir rompre avec une attitude qui l'a jusqu'alors conduite à développer son industrie un peu en retrait de la concurrence internationale et surtout à conserver une agriculture aux structures archaïques au regard des normes de productivité

en cours dans d'autres pays capitalistes.

Son Etat libéré, des contraintes d'un régime par trop parlementaire intervient de plus en plus directement pour favoriser le grand capital et la constitution de groupes monopolistes de taille internationale. Le processus de concentration et d'élimination de petites entreprises est accéléré par l'ouverture des frontières du Marché Commun.

Dans ces conditions, l'essor industriel ne peut être contenu dans les pôles traditionnels de la France.

Le desserrement des activités industrielles de la région parisienne

Pour la DATAR, la politique de décentralisation industrielle devait être amorcée par le desserrement des activités industrielles de la région parisienne. De fait, si la part des actifs en région parisienne a tendance à croître puisqu'il y avait un peu moins de 4 millions d'actifs en 1962 pour 4,8

millions en 76, le nombre de travailleurs dans l'industrie n'a cessé de baisser. En 62, 43 % des actifs de la région parisienne travaillent dans ce secteur, aujourd'hui ils ne représentent plus que 35 %. Quelles sont les raisons qui poussent les entreprises à quitter la région parisienne ?

• Il y a d'abord les mesures incitatives de la DATAR qui accorde des primes à la décentralisation et qui surtout soumet toute nouvelle implantation à l'agrément d'une commission spéciale. Ces mesures sont autant d'outils d'une politique très gaulliste de l'aménagement de la région parisienne qui ne cherche pas à limiter la croissance de la région parisienne mais à la rendre plus sélective. Le régime veut faire de Paris la capitale de l'Europe. Très optimiste sur la place que doit prendre la France dans l'intégration économique européenne, il compte sur le développement des centres directionnels pour faire de Paris le siège financier et commercial n° 1 du continent. De ce fait, priorité absolue sera donnée aux opérations de bureaux du type «La Défense», Montparnasse ou Front de Seine.

• Mais cette politique de «tertiarisation» n'est possible que parce qu'elle se conjugue parfaitement aux impératifs que se découvrent les entreprises installées à Paris ou en périphérie. La vague de concentration, de restructuration qui a lieu, nécessite la rationalisation des unités de production. Ainsi la dispersion d'ateliers témoignant des agrandissements successifs de l'entreprise causait un problème qui, du fait des charges foncières, ne pouvait être résolu en milieu urbain. D'autre part et surtout, la parcellisation des tâches, avec le développement de la fabrication en grande série permettait désormais l'emploi d'une main d'œuvre rapidement formée. Dès lors le critère principal de décentralisation pour les grandes entreprises, en plus de l'obtention d'une bonne localisation permettant la réorganisation de la production et la réduction des «faux frais» (transports), fut l'assurance de trouver en province une main d'œuvre supposée (!) peu exigeante et surtout peu combative.

Enfin les grosses entreprises (1) furent souvent les premières à tirer profit des implantations en grand de bureaux dans Paris. Etroitement liées au capital financier, elles étaient à même (2) de réussir de fructueuses opérations de promotion en cédant leurs terrains.

• Le retour de nombreux capitaux des colonies a également profondément accéléré ce phénomène. De grandes banques (par ex : la banque de Suez)

et les grands groupes d'assurances ont investi le secteur de l'immobilier jusqu'alors assez délaissé.

De tout cela il s'en est suivi une ségrégation de plus en plus importante des activités et des classes sociales qui a distinctement hiérarchisé l'espace urbain. Le centre des agglomérations est réservé aux sièges sociaux, aux hautes administrations centrales et aux logements de la bourgeoisie ; en périphérie immédiate sont installés les services de gestion et d'administration courante, certains services de recherche ainsi que les activités liées au transport ou au stockage et les logements populaires ; les usines partent en périphérie lointaine (Renault : Flins) ou s'installent dans de nouvelles régions (Citroën : Rennes). Cette double ségrégation a conduit à un accroissement constant des migrations alternantes (3). Même des communes comme Saint Ouen, St Denis, Aubervilliers ou Boulogne qui ont encore sur leur territoire une certaine industrie, les migrations alternantes journalières sont très fortes.

Le projet des villes nouvelles (Marne-La-Vallée, Cergy, Evry, St Quentin en Yvelines) et des «noyaux urbains» (ex : Créteil) défini en 65 se présentait comme un projet contre «les cités dortoir». En fait, ces villes nouvelles qui devaient atteindre plusieurs centaines de milliers d'habitants, qui devaient recevoir les activités tertiaires jugées «pas assez nobles» et donc exclues de Paris et de ses centres de décision n'ont jamais présenté des



Les villes nouvelles prévues pour rompre avec le développement des cités dortoir; elles ne constitueront que de nouvelles banlieues.
Ici, Le Vaudreuil, près de Rouen

Notes

(1) Pour les petites entreprises, la politique de décentralisation aura un sens tout à fait différent. D'abord parce que, comme nous l'avons vu, il existe un lien étroit entre la décentralisation et la restructuration ; or les petites entreprises restent à l'écart ou subissent la restructuration. D'autre part, les «PME» sont dépendantes d'une main d'œuvre qualifiée et elles ne peuvent, de plus, supporter le plus souvent une interruption même momentanée de la production.

(2) Non seulement les entreprises vendaient leur terrain au prix du sol urbain mais de plus la taille de ces terrains permettait d'engager des opérations qui par elles mêmes étaient susceptibles de modifier considérablement la «valeur» d'un quartier et de rapporter de très lucratives «rentes d'innovations». Cf. Paris XIII^e.

(3) Le courant migratoire entre la banlieue et Paris conduit aux heures de pointe 800 000 banlieusards dans les centres de bureaux, surtout dans la capitale. On remarque également que le courant vers la banlieue perd constamment, tandis que le courant inverse, vers Paris s'accroît.

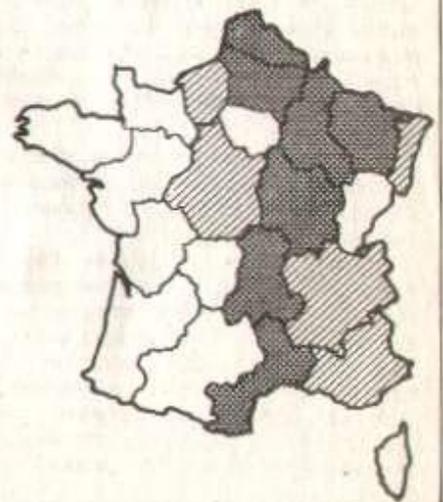
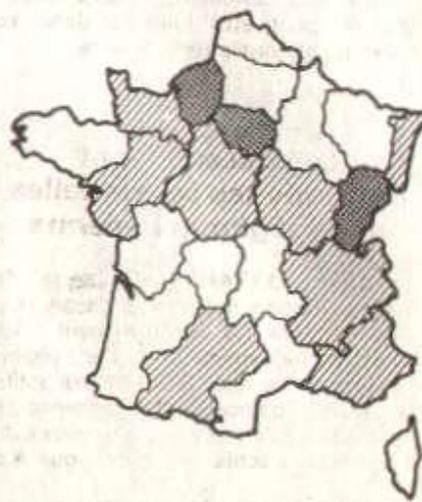
LA «DIVISION DES TÂCHES» ENTRE LES RÉGIONS

□ $S < 0,9$ ▨ $0,9 < S < 1,1$ ▩ $S \geq 1,1$

A : Dans les industries de biens de consommation finale

B : Dans les industries de biens d'équipement

C : Dans les industries de biens de consommation intermédiaire



avantages financiers tels que les entreprises puissent les préférer à une implantation à Paris ou à la Défense. Aujourd'hui la crise dans les marchés de bureau se faisant de plus en plus sentir, ces «villes nouvelles» sont stoppées ou presque. Sans emplois, elles sont destinées à devenir de simples cités de banlieue reliées par le train et plutôt mal, aux emplois de bureau à Paris.

Mais si la politique de désindustrialisation de Paris aux profits des activités de direction et de bénéfices dans l'immobilier a profondément désorganisé le trou urbain et aggravé les conditions de vie des travailleurs de la région parisienne, elle n'a pas pour autant mis fin au déséquilibre régional, au chômage, à l'exode des travailleurs de l'ensemble du pays.

Maintien et accentuation des déséquilibres régionaux

Il faut déjà noter que si la redistribution spatiale des activités industrielles s'est marquée par un déclin des effectifs industriels dans la région parisienne, celui-ci s'est réalisé à concurrence de 60 % par la croissance du Bassin Parisien.

Cependant toutes les régions de l'Ouest de 62 à 68 ont vu croître leurs effectifs industriels alors que 5 régions sur 12 les avaient vus décroître de 1954 à

1962. Dans le domaine électronique, près de 25 000 emplois nouveaux y ont été créés, tandis que la décentralisation et l'extension de l'industrie automobile y localisaient 20 000 emplois (et 40 000 emplois dans les bassins miniers, notamment dans celui du Nord-Pas-de-Calais).

Ainsi de grandes firmes se sont installées avec l'aide de l'Etat dans l'Ouest : Citroën à Rennes, Simca à La Rochelle, Michelin à Vannes et à Cholet, Thomson CSF à Brest et à Angers, la CGE à Cherbourg, etc... Pourtant il est évident que cette dispersion des usines des grands groupes capitalistes sur le territoire et notamment dans l'Ouest n'a pas mis fin aux déséquilibres, au développement inégal des régions.

Tirer profit de la «crise» agraire :

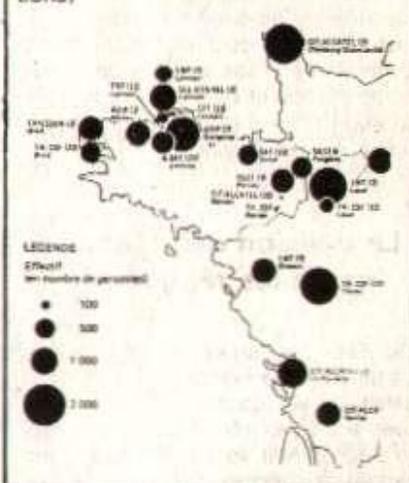
L'incapacité du capitalisme, quelle que soit la politique d'aménagement du territoire, à faire en sorte que les travailleurs puissent «vivre et travailler au pays» est loin d'être contredite par la soi-disant «vocation industrielle» que se seraient découvertes les régions de l'Ouest.

Cette industrialisation s'est d'abord faite pour tirer profit des difficultés que des dizaines de milliers de paysans petits et moyens rencontraient du fait

de l'ouverture des frontières du Marché Commun et des critères de rentabilité imposés par la bourgeoisie. Endettés par la politique de rackets du Crédit Agricole, expulsés de leur terre par la spéculation foncière, 50 000 paysans (sans compter leur famille) devaient quitter leur exploitation tous les ans.

Ce sont les industries légères à faible investissement et pour lesquelles le faible coût de la main-d'œuvre est le critère principal qui se sont ainsi prioritairement installées dans les pays de Loire, en Bretagne et en Poitou Charentes. Le cas de l'électronique en Bretagne est particulièrement significatif.

La «vocation électronique» de la Bretagne (usines de télécommunications)



«La vocation électronique de la Bretagne»

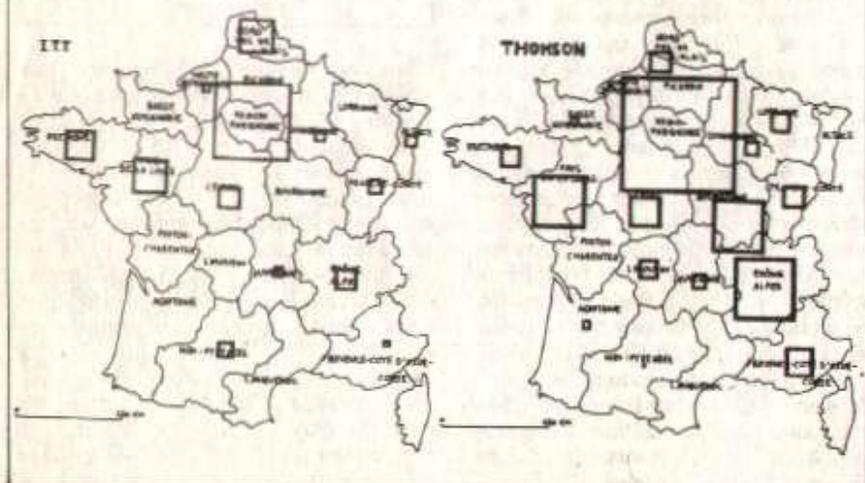
Tandis que les forges d'Hennebont qui avaient employé jusqu'à 1 500 ouvriers ferment en 1966, que le pôle industriel traditionnel de la Bretagne, Nantes, St-Nazaire stagne, les technocrates des services de l'«aménagement du territoire» invoqueront le développement de l'électronique en Bretagne pour justifier son soi-disant «décollage industriel».

En effet plus de 6 000 emplois y furent créés dans ce secteur. Autour de la localisation du C.N.E.T. (Centre National d'Etude et de Télécommunication) de Lannion s'établirent une dizaine d'entreprises. D'autres usines s'établirent à Rennes, à Brest (Thomson CSF), Guingamp (AOIP), Nantes (LMT)...

Si l'on ne connaît pas le travail d'un OS de l'électronique, on pourrait croire

THOMSON ITT

Fortement implantées dans la Région Parisienne ou Lyonnaise pour toutes leurs activités de recherche, «de pointe», les industries d'électronique ont de plus en plus tendance à installer en province leurs unités de production pour rechercher la main-d'œuvre la moins chère possible. C'est le cas pour Thomson qui a réparti ses usines en Bourgogne, dans les Pays de Loire, le Centre, la Bretagne et la Lorraine. C'est tout aussi net pour la politique suivie par ITT.



que cette industrie souvent dite «de pointe» réserve une grande part de ses emplois à des travailleurs qualifiés. En fait, il s'agit d'une branche où la division du travail est particulièrement poussée et les unités de production installées en Bretagne, loin d'être des unités de conception, emploient 70 % de salariés sans qualification; cette proportion ne cessant d'augmenter.

La décentralisation dans l'électronique, c'est la déqualification maximum des travailleurs, et des salaires aussi bas que les cadences sont fortes.

D'autre part, l'électronique est une industrie légère qui ne nécessite ni la proximité immédiate d'un marché potentiel, ni des infrastructures portuaires, ferroviaires ou fluviales, particulièrement importantes. Une unité d'électronique du type qui existe en Bretagne peut être implantée en toute indépendance vis-à-vis du milieu local industriel avec lequel elle n'entretient aucune relation, ses services de direction, de gestion et de relation commerciale étant à Paris (4), ses clients dans d'autres régions du pays.

La division des tâches entre les régions.

Du fait des stratégies capitalistes sous tendues par la logique du profit, il s'installe une certaine division des tâches entre les régions. Division qui bien évidemment va à l'encontre d'une répartition équilibrée des activités sur le territoire telle que seul le socialisme pourra la permettre en assurant dans le cadre d'une économie planifiée un développement où chaque région aurait à «compter sur ses propres forces».

Ainsi on observe aujourd'hui en France que les industries de biens de consommation sont «sur-représentées» dans les régions de l'ouest. A l'inverse toutes les régions où le poids des industries de biens de production (tours, fraiseuses etc...) dépassent 30 % sont situées à l'Est de la France.

(4) Le téléphone et les télécommunications en général permettent de plus en plus la distinction centre de gestion-usine. De même, on parle du plan autoroutier breton comme un plan «structurant». Or, pour «structurer», il doit déjà «dissoudre», de plus il ne fait dans les conditions actuelles qu'accroître la dépendance des régions faibles envers les régions «fortes».

S'il s'agit là d'un trait manifeste de la forme que prend aujourd'hui le développement inégal des régions, on ne peut tirer de cette remarque générale que les travailleurs dans les régions industrielles traditionnelles de l'Est ou du Nord seraient en quelque sorte «favorisés». Le désengagement massif dans le charbon, la restructuration dans la sidérurgie, la crise dans le textile provoquent dans ces régions un chômage massif qui est loin d'être compensé par les investissements qui ont pu se faire dans le pétrole, la chimie ou même l'automobile. Si dans l'ouest, comme nous l'avons vu, les patrons, en s'y implantant, ont cherché à tirer profit de la «crise agricole», dans ces régions du nord et de l'Est les investissements engagés au début des années 70 se sont faits dans le cadre de l'exploitation maximum des travailleurs licenciés par les industries traditionnelles.

L'aggravation de la contradiction ville - campagne aujourd'hui

En plus de cette tendance à accentuer la spécialisation dans une branche ou dans un secteur de l'activité industrielle des régions, à tirer profit au maximum du chômage existant, la politique de «décentralisation» a donné une forme nouvelle à l'opposition ville-campagne; elle l'a en fin de compte renforcée en la reproduisant sur l'ensemble du territoire.

Pendant tout un temps, Paris et son agglomération ont polarisé en priorité la force de travail libérée par l'exode rural. Aujourd'hui, la forme que revêt la contradiction ville-campagne ne peut se réduire au scénario prospectif «Paris et le désert français» qui voyait la majeure partie des régions de France se vider au profit de Paris (4). La politique dite de décentralisation a eu pour effet, notamment dans les régions de l'Ouest, d'accélérer le développement des villes jusqu'alors relativement stables. Avec les premiers effets de cette politique, le paysan breton chassé de la terre n'est plus forcément «monté» à Paris, il a pu se faire embaucher à Rennes par Citroën; Puis ce fut au tour de St Briec ou de Guingamp de fixer l'exode rural.

Il s'en suit un phénomène d'«atomisation» de l'opposition ville-campagne et de ses caractéristiques, sur la majeure partie du territoire. Ce phéno-

MICHELIN : UN SALARIÉ SUR DEUX SE TROUVE EN AUVERGNE



Certains grands groupes monopolistes sont très concentrés au plan spatial. C'est le cas des groupes sidérurgiques, de Wendel (qui a 61 % de ses effectifs en Lorraine), de Peugeot qui même après l'absorption de Citroën reste très concentré (4 salariés sur 10 sont employés en Franche Comté) et bien sûr de Michelin. Ces deux derniers groupes ont ainsi fait de la Franche Comté et de l'Auvergne, de véritables «chasses gardées». Il y exerce une domination presque exclusive sur l'emploi. Ils y contrôlent souvent le logement et d'autres activités dans le domaine de la distribution et du crédit à la consommation, activités qui représentent un moyen de contrainte et de pression de plus sur les travailleurs.

mène ne fait qu'exacerber les prix fonciers à la périphérie des agglomérations, où ils chassent les paysans, mais aussi dans les villes où ils assignent à chaque quartier une activité et une population. Les contradictions sous forme de déséquilibre et de ségrégation, perceptibles à Paris se retrouvent il est vrai à des degrés divers dans la majeure partie des villes dans différentes régions de France.

La physionomie de ces villes est ainsi de plus en plus semblable : le centre livré à la spéculation immobilière, à la restauration et au commerce de

luxe, des ZUP, ZAC ou autres cités populaires en périphérie, qui apparaissent comme autant de greffons successifs, puis son ou ses hypermarchés proches du périphérique ou de la déviation. A quelques kilomètres de l'agglomération, on découvre la nouvelle zone industrielle, entourée d'un grillage, isolée de tout sans aucun lieu de rencontres et de rassemblement pour les ouvriers, autres que ceux placés sous le contrôle des patrons.

L'impasse actuelle de la politique de décentralisation

● Comment décentraliser dans les régions prioritaires (Ouest, Massif Central) quand partout les entreprises licencient ? De plus les 4/5 des rares investissements engagés par le patronat ont pour but de diminuer les effectifs et non de créer des emplois.

Dans ces conditions, la DATAR a bien peu de poids pour forcer la main à un industriel. Aussi fait-elle dans le «petit», se raccroche à l'artisanat qu'elle pense pouvoir développer par quelques primes, parle de freiner désormais l'exode rural pour ne pas aggraver les problèmes d'emploi...

● Entérinant de fait l'impasse actuelle de la politique de décentralisation, Barre lui, ne cesse de répéter que les travailleurs doivent se déplacer, que leur mobilité est insuffisante en France. Non seulement il provoque ouvertement par ses déclarations les travailleurs, ouvriers et paysans, qui depuis des années se battent contre le capital pour «vivre et travailler au pays» mais en plus, il réduit à néant toute l'argumentation mise en place par la DATAR.

Celle-ci, par la bouche de J. Monod, de Guichard a toujours précisé (comme si besoin en était !) qu'il n'était pas dans son intention en menant une politique de décentralisation de «figer la population». Cependant depuis que la politique d'aménagement du territoire existe, il était de bon ton d'affirmer que «le capital doit aller là où il y a du travail».

Depuis quelque temps, la DATAR avait même fait travailler des économistes pour prouver qu'un «bon» aménagement du territoire contribuait à la lutte contre l'inflation. Les arguments étaient simples : en laissant

s'étendre l'exode rural, on ferme des écoles, on abandonne des logements, on est parfois contraint de maintenir des services (Postes) dans des conditions peu rentables. A l'inverse, si on laisse se développer Paris ou les métropoles régionales, se pose avec acuité le problème du logement, il faut construire des écoles, développer sans cesse les équipements, etc.

Mais c'est déjà là, en admettant que cette vision de technocrates puisse peser sur le système capitaliste, raisonner à long terme.

Barre est, lui, trop respectueux du libéralisme économique pour cela, mais surtout il sait que justement il ne peut raisonner à long terme.

LES GRANDES OPERATIONS INDUSTRIALO-PORTUAIRES : FOS

Mais ce qui est sans doute le plus significatif de la politique d'aménagement du territoire de la période précédente et de son échec, réside dans les grandes opérations portuaires et touristiques qui ont pu être entreprises.

En des points précis du territoire, au seul vu de la rentabilité des groupes industriels, des dizaines de milliards ont été investis.

Bouleversant de fond en comble le milieu local et régional ces investissements furent largement pris en charge par l'Etat (et donc pour une part importante par les travailleurs).

Ce sont des investissements de cette nature qui ont donné lieu aux deux grandes opérations d'aménagement touristique du littoral d'Aquitaine et du Languedoc-Roussillon, au complexe industrialo-portuaire de Dunkerque. Plus significative encore est l'opération de FOS.

● Fos devait être une «opération marquante», le «fleur de la politique industrielle du VII^e plan» (5).

Aujourd'hui, plus personne n'ose s'aventurer à parler de la «Ruhr méditerranéenne», de la «nouvelle Californie». Résultant d'une phase d'essor et d'industrialisation précédente, ses installations sont actuellement pour une bonne part inutilisées et les projets de développement stoppés.

● Le contexte de l'époque est étroitement lié à l'évolution politique des rapports de force à l'échelle mondiale et nationale.

Établi à la fin des années 60, il faisait

suite à une série de regroupements et de restructuration dans la sidérurgie française.

Le projet initialement prévu au compte de de Wendel-Sidélor devra, vu son importance, être également financé par le groupe rival Usinor. Les deux groupes seront dès lors réunis à Fos à part égale dans la Solmer. L'implantation de la sidérurgie au bord de l'eau est une orientation qu'on retrouve chez presque tous les groupes capitalistes.

Les sidérurgistes français (6) comptent, en implantant les hauts fourneaux dans les ports, bénéficier, en plus de salaires peu élevés, de l'approvisionnement en minerai de fer à haute teneur provenant surtout du Tiers-Monde et de l'approvisionnement à moindres frais en combustible (pétrole). Cette stratégie s'inscrit donc en droite ligne dans la politique néo-colonialiste qu'a essayé de mettre en place l'impérialisme français. Elle a d'autre part accéléré la fermeture des mines de fer et des hauts fourneaux de Lorraine.

Le rôle de l'Etat dans l'accumulation monopoliste

Fos s'inscrit directement dans le cadre de la politique industrielle du VII^e plan qui visait à développer avec l'aide de l'Etat, la compétitivité de quelques groupes à l'échelle internationale. Le rôle de l'Etat dans une intervention de ce type est essentiel.

En 65, une loi créa les ports autonomes. Cette loi supprime la dualité de gestion entre l'Etat et les «bourgeoisies maritimes locales» (jugées inaptes, ou dont les intérêts - transports de marchandises - sont jugés ne pas correspondre suffisamment aux intérêts des grands groupes qui cherchent à supprimer tout intermédiaire). Dès lors, l'Etat assure sous sa seule responsabilité la direction des fonctions portuaires; le Port autonome est propriétaire foncier des terrains environnants et les loue aux industriels.

(5) O. Guichard déclarait en 1973 : «Je considère l'opération de Fos comme la plus importante opération orientée d'aménagement de dimension internationale, la plus passionnante aussi».

(6) En décembre 74, la société allemande Thyssen signe un accord de participation pour un montant de 5%.

La création des ports autonomes permet également à l'État de prendre en charge l'infrastructure. C'est une condition impérative pour que l'opération ait lieu, dans une opération avec de tels aménagements et où les investissements du capital industriel sont par eux-mêmes déjà très lourds. Il s'en suit un découpage par «lots» de l'opération de telle façon que pour au moins un «lot», le capital privé (ici la Solmer et les pétroliers principalement) aboutisse à un taux de profit moyen :

- les grosses infrastructures sont inscrites au budget. Il s'agit là d'infrastructures livrées gratuitement aux utilisateurs capitalistes (700 millions pour l'aménagement de l'infrastructure de la zone portuaire et industrielle, 476 millions en équipements «structurants», routes et télécommunications).

- les infrastructures, équipements et activités de fonctionnement du port sont fournis par le Port Autonome au prix de revient, sans profit... Les services que la Solmer requiert de la SNCF se font encore dans ces conditions (et encore...)

- l'activité industrielle proprement dite (production d'acier, tôles, etc...) pour la Solmer peut alors être rémunérée à un taux de profit honorable. Il faut cependant préciser sur ce dernier point que l'État est intervenu directement dans le financement des investissements purement industriels de la Solmer.

Tout ceci devait permettre à la Solmer de dégager un profit de la création de l'usine.

La réalité actuelle de Fos

Fos aujourd'hui, c'est 2 millions de tonnes sur les 8 prévus, c'est 4 500 emplois sur les 8 700 prévus à la Solmer. Trois mois après la mise à feu du 2^e haut fourneau, il est arrêté.

Aujourd'hui, la deuxième tranche qui devait porter la capacité de production d'acier à 7 millions est repoussée au delà de 1980 et même sans doute abandonnée.

Frappée par la crise de la sidérurgie qui nécessite au niveau des trusts sidérurgiques français une relative politique de répartition de ses effets sur les différentes unités de production, l'usine de Fos, malgré sa productivité, voit ses avantages de localisation de plus en plus rognés par la nationalisation de ses mines de fer en Mauritanie, et l'évaluation à un plus juste prix du pétrole. Fos risque dans

ces conditions de ne pas être amorti. Si l'opération sidérurgique qui devait avoir un rôle moteur, se solde par un échec, il est évident qu'on n'aboutira pas aux 8 700 emplois industriels prévus au total sur la zone, encore moins probables seront les 6 800 emplois «tertiaires» (commerces, transports, administration...)

L'effet d'entraînement de la sidérurgie paraissant aujourd'hui nul, les «aménageurs» placent tous leurs espoirs dans le canal Rhin-Rhône à grand gabarit. Pourtant, ce n'est pas la question des infrastructures de circulation en arrière-pays qui joue un rôle dominant pour une région comme Fos.

Le mythe des retombées régionales

Loin d'être résorbé, le chômage dans la région ne cesse de se développer dans les Bouches-du-Rhône (55 000 demandeurs d'emplois en 76). La situation est particulièrement difficile pour les ouvrières pour qui aucune embauche ne se fait sur la Zone Industrielle Portuaire.

- Loin de stopper les migrations, les emplois créés n'ont été occupés que dans une faible proportion par les

travailleurs de la région (40%). A la Solmer, sur près de 6 500 emplois au début de 76, il y a 2 600 originaires du Gard, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône.

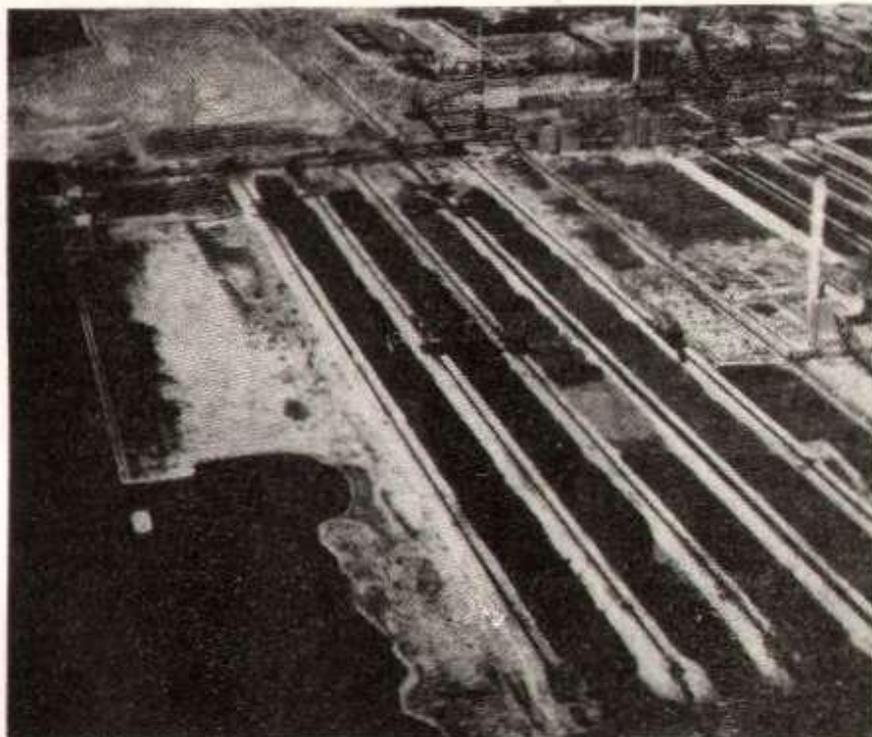
- Fos est principalement ouvert sur le commerce international. D'après l'INSEE «près des 2/3 des achats des grandes entreprises s'effectuent en dehors de la région... 69 % des ventes s'effectuent en dehors de la région»...

- Fos, c'est aussi un chantier où il y a eu 26 morts, des conditions scandaleuses de logement et de travail pour les 17 000 travailleurs du chantier. C'est enfin la pollution : l'Étang de Berre a vu crever tous les poissons, excepté les anguilles qui ont proliféré.

Voilà quelques traits sur l'opération de Fos. C'est la même priorité absolue à l'aide à l'accumulation du capital en ce qui concerne le pôle de développement d'Usinor à Dunkerque ou d'Antifer au Havre. C'est également les mêmes échecs. Usinor tourne aux 2/3 de ses capacités, la pétrochimie semble compromise à Antifer avec l'abandon du projet de Vapo-cracker.

Mais nous avons également montré qu'il ne s'agit pas là tant de l'échec de telle ou telle opération que de l'échec des visées qu'avait pu se donner la bourgeoisie française. ■

L'infrastructure de la zone portuaire : 700 millions de subventions pour la Solmer et quelques autres groupes.



Fos, le quai minéralier : il s'étend sur une longueur de 640 mètres avec une profondeur d'eau de 30 mètres. Il peut recevoir simultanément deux bateaux de 160 000 t.

REFORMES DE STRUCTURE ET COURANT PLANISTE DANS L'HISTOIRE DE LA CGT

● Aujourd'hui, les solutions à la crise prônées par les partis de l'«Union de la Gauche» sont à nouveau sur la sellette. Dans la sidérurgie, le PCF soumet avec obstination ses projets de nationalisation aux travailleurs, tandis que toute la campagne des municipales a été marquée par les propositions PC ou PS de réformes structurelles.

La CGT et la CFDT se font largement l'écho de ces positions, conséquences de la main-mise des partis du Programme Commun sur les centrales syndicales : le Conseil National CFDT d'avril 1977 va même être amené à envisager une «réactualisation» des «objectifs de transformation autogestionnaire» et à engager le débat confédéral sur «nationalisations, étatisations et socialisations».

Dans le même temps, les gens du PCF à la tête de la CGT s'efforcent de faire largement prendre en charge une campagne sur la «gestion démocrati-

que» des entreprises (dans l'optique d'une «extension des nationalisations»), à l'image de la Fédération CGT des cheminots après son récent congrès de Nanterre...

Mais en dépit de cette actualisation, le thème des nationalisations et de la planification «démocratique» (dans le cadre même du système capitaliste) n'est pas une nouveauté, loin de là. Ni même, pour reprendre l'expression de Maire (dans *Demain l'Autogestion*) «une vieille «idée neuve» !»

LE DÉVELOPPEMENT DU COURANT «PLANISTE» DANS LA CGT (1918-1938)

Au sortir de la première guerre mondiale, ceux des dirigeants CGT qui ont participé à l'union sacrée avec la bourgeoisie restent embourbés dans la collaboration de classe. Leur premier souci est de produire un plan de réforme pour «reconstruire la France» (d'où le nom de «syndicalisme reconstruc-teur»). Dès le 15 décembre 1918, le premier Comité Confédéral National de la CGT d'après l'armistice, se dote d'un programme minimum tout imprégné de cette option réformiste. Au cœur des initiatives préconisées : les «nationalisations industrielles», dont les majoritaires (partisans du dirigeant réformiste Léon Jouhaux) se font les porteurs, sont proposées comme une

nécessité «pour que la réorganisation économique produise tous ses effets utiles». Ce qui est visé alors essentiellement, c'est le redressement de l'économie capitaliste de l'après-guerre par la mise en œuvre d'un secteur nationalisé jouant un rôle d'entraînement économique et social... Tout un réseau de propositions «constructives», une «action positive» (dont l'idée, déjà, d'un «Conseil Économique» paritaire patronat/État/syndicats, veillant aux «conditions de la reprise économique»).

Cette problématique résultait pleinement, en fait, de la collaboration du temps de guerre. Pour les socialistes et syndicalistes réformistes des gouvernements d'union sacrée, l'effort con-

senti par la classe ouvrière dans la guerre doit amener celle-ci à «réclamer énergiquement sa part de gestion technique dans l'organisation de la production» (selon les termes d'une conférence des majoritaires de la CGT de décembre 1917).

Les réformes de structure sont alors à la fois un moyen de «rationalisation» du système capitaliste et une «préparation des salariés à un rôle gestionnaire». Aussi, dès cette époque, nationalisations et «contrôle ouvrier» vont de pair ! La CGT de Jouhaux explicitant peu à peu sa conception du Conseil Économique comme le cœur d'un système de conseils mixtes d'industries



La CGTU : contre la collaboration de classe de la CGT

au niveau des branches nationalisables, épaulés par une pratique de contrôle ouvrier sur la production et (pour partie) la gestion («l'expression certaine, inévitable, de la démocratie industrielle», disait *Le Peuple* en 1924).

Il faut d'ailleurs bien mesurer la solidarité des mesures préconisées par le CCN de la CGT de 1918 et leurs suites.

De la demande de nationalisation du crédit et des industries à la proposition en 1931 d'un véritable plan d'ensemble de «restructuration rationnelle de l'économie dans l'intérêt général», il y a précisément la bataille d'idée des cégétistes pour le développement chez les travailleurs d'une volonté de «contrôle» dans le cadre du régime capitaliste même. L'instauration en 1920 d'un «Conseil Économique du Travail» par la CGT (décue de ne pas trouver immédiatement un large écho au gouvernement et dans le patronat français) se fera en liaison avec des coopératives ouvrières et l'Union Syndicale des Techniciens du Commerce et de l'Industrie (autonome, animée par B. Montagnon et Roger Francq) et la fédération des Fonctionnaires (autonome, elle aussi, à l'époque). Présidé par Hyacinthe Dubreuil, secrétaire de la CGT, ce conseil Economique du Travail commença aussitôt sa besogne en présentant le 6 mai 1920 un premier projet de nationalisation des chemins de fer (avec l'aide personnelle de Léon Blum) prévoyant «une régie coopérative» avec un Conseil d'administration paritaire «producteurs/consommateurs» (dont la moitié

d'usagers industriels !), «représentants de la collectivité» (désignés par l'État !). Se référant à un avant projet déposé par un ancien ministre SFIO du cabinet de guerre, Albert Thomas, en avril 19, cette proposition, au caractère «précurseur» prévoyait un rachat négocié. «Il ne s'agit en rien de confier le chemin de fer aux cheminots, pas plus que la mine aux mineurs. Et même, l'État ne peut leur abandonner la direction de l'exploitation». Par contre (selon A. Thomas), «c'est par leur collaboration seule, par une collaboration affirmée et avertie qu'on pourra obtenir une bonne gestion !».

Ainsi les choses étaient-elles claires : le CET créé en 1920 (puis transformé en 1925 en Conseil Economique et Social avec la bénédiction du président du Conseil des ministres radical-socialiste Edouard Herriot et développé définitivement par le gouvernement de Front Populaire de 1936) affirmait ses propositions comme autant de réformes de structures désireuses de dynamiser le système capitaliste en crise et son anarchie à coup de «dirigisme planificateur», de développement continu d'un secteur d'entreprises d'État ou nationalisées. On est bien loin déjà des intérêts propres du prolétariat ! Les sociaux démocrates dans la CGT suivent leur logique de collaboration de classe.

Cette dynamique réformatrice s'efforcera de se frayer le chemin le plus large à la faveur du Front Populaire ; n'y réussissant qu'en partie (grâce à la

lutte menée pied à pied par la CGTU puis par les ex-Unitaires avec Ramond, Monmousseau... dans la CGT réunifiée provisoirement en 1936). La révision de ces positions par le PCF sera la principale cause de la résurgence de ces thèmes qui, avec le Programme Commun (et la «gestion démocratique» à la CGT ou les «objectifs de transformation» à la CFDT) fleurissent aujourd'hui à l'approche de 78 et donc de la perspective d'une réforme de structures agencée par la gauche au pouvoir.

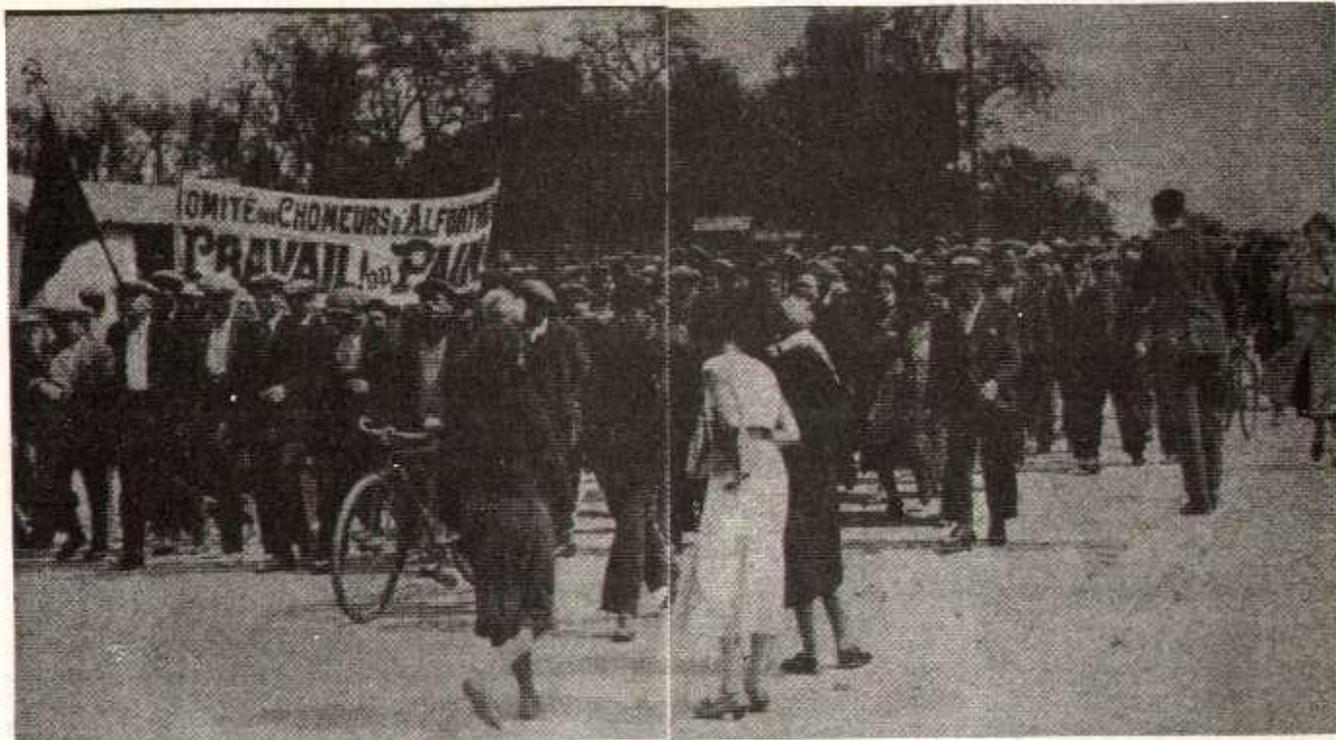
La revendication du contrôle ouvrier et d'une «économie planée» (articulée autour de nationalisations) seront les marques de la continuité de cette ligne de collaboration de classe, dans le mouvement syndical.

Un ancien dirigeant CFDT, J. Juillard (signataire de l'appel des Assises du PS de 74 et actuel rédacteur du «Nouvel Observateur») reconnaissait d'ailleurs récemment (septembre 76) que «quand on parle de contrôle ouvrier, on se situe dans une perspective que la CGT n'a pas hésité à qualifier de réformatrice, car, qui dit contrôle ouvrier suppose un certain pouvoir qui risque de s'institutionnaliser immédiatement. Ce n'est pas un hasard que l'expression ait été inventée par Jouhaux en 1919».

D'ailleurs le seul «apprentissage de la gestion et du contrôle» proposé de fait par la CGT de Jouhaux sera la politique de participation systématique et «constructive» aux organismes créés par la bourgeoisie (tels que le Conseil national de la main d'œuvre, le Bureau International du Travail...) où elle y défend son «plan de rénovation économique et sociale» issu du CCN de février 34 : Il s'agit de la nationalisation du crédit et des industries clefs essentiellement... La politique de présence dans les organismes paritaires soutenant ce plan visait à obtenir (par exemple pour le secteur du crédit) «une réforme détaillée, susceptible de satisfaire à la fois les besoins de l'État et les besoins du secteur dirigé de l'industrie» selon les propres termes de G. Lefranc (1).

Gageons qu'avec la création des banques nationalisées (Crédit Lyonnais, BNP) par le Front Populaire, les «planistes» ont été pour partie satisfaits. Mais où donc était l'intérêt des travailleurs dans tout cela ?

(1) *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*



Une «marche de la faim» en 1930.

Pour les «Planistes», relancer la consommation, c'est «sortir de la crise»

RÉFÉRENCE DU COURANT PLANISTE

Rassembler en une théorie d'ensemble les propositions de la CGT de 1918 sur les nationalisations, le «réformisme de structure» prôné depuis 1906 par un Albert Thomas et l'idée de «contrôle ouvrier» de Jouhaux, ne se fit qu'en 1933 sous le vocable strict du courant «planiste». Au niveau de la SFIO se constitue alors un groupe autour de G. Lefranc (membre du centre confédéral d'Éducation Ouvrière CGT et anciens animateurs des Étudiants Socialistes), de L. Laurat et Pierre Brossolette (futur gaulliste) intitulé «Révolution constructive».

C'est lui qui en fait, redonnera au courant social-démocrate planificateur dans la SFIO comme dans la CGT sa «continuité» théorique.

Son premier «cahier» (qui selon les animateurs de «Révolution Constructive» aura plus d'écho d'ailleurs à la CGT qu'à la SFIO) sera en effet intégralement consacré à un théoricien réformiste belge Henri de Man, qui avait posé de longue date la nécessité dans le contexte des années 30 d'une «économie dirigée», «planée» capable de réaliser tout à la fois la rationali-

sation des problèmes industriels», la maîtrise de l'inflation et la relance de la consommation (comme moteur du développement de la production)... Le plan offre aux yeux de ses défenseurs l'avantage de mobiliser la classe ouvrière, «catégories moyennes» et techniciens, dans un même effort, au dessus des classes, «pour sortir la France de la crise».

L'action dirigiste exercée grâce aux leviers nationalisés aura pour résultat (selon les disciples de H. De Man et son «Bureau d'Études Sociales») d'«assainir l'économie».

L'analyse qui sous-tend notamment ces projets c'est en fait une constatation erronée : selon Dumoulin de l'UD CGT du Nord par exemple, il était «clair que le prolétariat français se trouvait dans une position défensive et qu'il ne devait pas gaspiller ses forces» face à la crise, mais que celle-ci pouvait être maîtrisée par la rénovation du fonctionnement, des structures du régime capitaliste lui-même.

Au terme-même des thèses élaborées dans une «conférence internationale des plans» à l'automne 34 à laquelle participait le courant planiste de la CGT et de la SFIO, «le problème de la gestion prend le pas sur celui de la possession».

Cette politique gestionnaire qui convient à merveille à ce courant social-démocrate trouvera d'ailleurs sa logique dans le développement ultérieur des propositions de plan (en 1939) tournées vers «la mise en valeur de nos richesses coloniales» (et la participation des réformistes de la CGT à la réflexion des gouvernements bourgeois du moment sur l'élargissement du marché colonial) !

Et pourtant, dans le même temps de gros efforts seront déployés (notamment au niveau du CCEO de la CGT et des organismes mis en place par Jouhaux, tel la revue «l'Atelier pour le plan» ou la «Commission Internationale des plans» ou le «Bureau d'Études Économiques»...) pour conserver coûte que coûte un vernis «révolutionnaire», novateur en tous cas :

- proposition d'un «comité de contrôle des prix»...



A la tribune du 1^{er} mai 1936, B. Frachon, Racamond et L. Jouhaux

- exigence d'une « justice fiscale » dans le cadre du plan... mais surtout référence à la « maîtrise par les producteurs associés aux consommateurs et à l'Etat des grandes industries régulatrices : crédit, transport, forces motrices »...

LA LUTTE CONTRE LE COURANT PLANISTE

Le courant favorable aux réformes de structures dans la SFIO et la CGT fut pratiquement dès le départ critiqué (en 1921 par exemple par Monmousseau, dirigeant syndicaliste révolutionnaire des cheminots, mort en 1961 après avoir été secrétaire de la CGTU puis de la CGT et membre du Bureau Politique et du Comité Central du PCF). Lorsque dans le cours-même de la construction du Front Populaire les thèses des « nationalisations industrielles » et du courant « constructif » (favorable au plan en système capitaliste) battaient leur plein, la CGTU s'en prenait aux conceptions de Jouhaux et Belin (principaux dirigeants confédérés de la CGT) comme n'aboutissant qu'à « de soi-disant nationalisations qui n'enlèveraient aux oligarchies financières ni un centime ni une parcelle de puissance » (B. Frachon, 17.1.1936)

Au congrès même de la réunification à Toulouse en mars 1936, Hénaff (issu de la CGTU) dénonce les conceptions du « planisme » que les confédérés voulaient intégrer au programme de la CGT. Pour lui, ce courant s'avèrait dangereux car susceptible d'« amener le mouvement syndical à rechercher avec la bourgeoisie le moyen de prolonger son existence ! ».

Cette sévère critique correspondait en profondeur aux positions des ouvriers regroupés par les ex-Unitaires et aux masses travailleuses influencées peu ou prou par le PCF. De 1934 à 1936, la bataille fut vive. Monatte, et les anarcho-sindicalistes de la Révolution Proletarienne firent même, pour l'occasion, front commun avec les Unitaires et le PCF ; ils accusaient (à juste titre) la CGT des Jouhaux, Belin et Lacoste de vouloir « rénover l'économie nationale sans quitter le terrain parlementaire, réaliser l'économie dirigée en restant sous le régime du profit »

La PCF en tant que tel, prit d'ailleurs une large part dans l'attaque des conceptions réformistes des « syndicalistes constructifs ». Le rapport du Comité Central du PCF du 17 octobre 1935 précisait déjà ainsi son opposition au projet de plan de la CGT présenté le 14 juin 35. « Nous n'avons pas voulu accepter les offices agricoles ni davantage accepter les nationalisations. A chaque séance du CC, à chaque séance du BP, dans chaque assemblée d'information de la Région Parisienne, nous nous sommes nettement et résolument prononcés contre tout ce qui crée des illusions dans la classe ouvrière ».

A cette séance du Comité Central, Maurice Thorez alors secrétaire général du PCF devait même dire : « Nous considérons que pour nationaliser, il faut le pouvoir ; et prendre le pouvoir pour nous, cela ne se fait que d'une seule façon : par la dictature du prolétariat, par le pouvoir des Soviets ! » (toutes choses qu'il « oubliera » sans vergogne à la Libération en

célébrant les mérites de l'EDF-GDF ou du statut du fonctionnaire...)

Le CC du PCF concluait alors : « Nous n'approuvons pas le plan de la CGT (...) Nous voulons bien faire des compromis pour avancer, nous ne voulons pas en faire pour reculer (...) Lorsqu'on parle des réformes de structure, notre réponse doit être nette : c'est seulement le pouvoir des Soviets qui pourra les faire »

Le programme du Front Populaire en fin de compte n'adoptera pas le plan de la CGT. Dans les rangs de celle-ci, si les confédérés obtinrent au Congrès de Toulouse une majorité pour le plan, dans les faits c'est pour le programme du Front Populaire, et non celui propre à la CGT que se sont battus les syndiqués dans leurs entreprises en 36. Or, comme le soulignait G. Politzer à l'époque dans les Cahiers du Bolchevisme (revue théorique du PCF), « Le programme du Rassemblement (du Front Populaire NDLR) n'implique à aucun titre, une adhésion à ces mesures de structures dont parle le camarade Belin ».

Il faudra attendre le révisionnisme d'après la Libération et la scission CGT-FO de 1947 pour voir réapparaître les propositions de réformes de structures. Les gens du courant « reconstruction » de la CFTC de l'époque s'embarquèrent alors dans un projet de « planification démocratique » et des propositions de « contrôle des travailleurs » (« destiné à préparer les salariés à leur rôle gestionnaire ») également.

De la sorte (et parce que dans la CGT des années 50 la bataille d'idées lancée depuis le bilan de la Libération se menait toujours) de nouvelles passes d'armes, sur les nationalisations et le contrôle du crédit, ont lieu et animent en particulier la critique du 29^e Congrès du PCF.

Un secrétaire de la CGT, P. Lebrun, en fit du reste les frais (lors du 30^e Congrès Confédéral). B. Frachon clouera ce courant d'un vigoureux article intitulé « Plan, plan rataplan », prélude à l'élimination des postes dirigeants de tout le courant réformiste-planiste en 1955 !

Mais depuis... la CGT, aux mains du PCF révisionniste a rejoint les thèses mêmes qu'elle combattit longtemps. Dans la Vie Ouvrière du 13 mars 77 ne proclame-t-elle pas à propos des sociétés nationalisées « si elles n'existaient pas, il faudrait les inventer » ? ■

notes de lecture

«DEUXIÈME RETOUR DE CHINE»

DE C. ET J. BROYELLE. E. TSCHIRHART

UN PAMPHLET ANTI-COMMUNISTE

● Ce ne sont pas quelques insinuations ou sous-entendus habilement mêlés à un tableau somme toute laudatif de la Chine Socialiste. Non. Mais du vitriol à toutes les lignes, tout le long de ces 300 pages. La rage de brûler ce qu'ils avaient adoré, il y a quelques années.

En 1974, Claudie Broyelle publiait «La moitié du Ciel». La moitié du ciel, c'était selon l'expression de Mao, cette moitié de la société que représentent les femmes, cette conquête de l'égalité économique, sociale, politique que C. Broyelle nous peignait sous les couleurs les plus vives.

Après le ciel, voici, avec «Deuxième retour de Chine» l'enfer du Parti coercitif, de l'endoctrinement et des camps de travail. Juste le livre dont la bourgeoisie avait besoin dans sa campagne de calomnies et de ragots sur la Chine. Pensez donc ! Un livre fait par d'«anciens pro-chinois», un livre qui saisit à la gorge tous ceux qui ont confiance dans la Chine, mais surtout tous ceux qui fondent leur action sur les bases du marxisme léninisme !

Le livre a beau s'adresser, par son style et ses allusions perpétuelles, à un public précis - les intellectuels intéressés par la Chine - encore devrait-il nous démontrer comment ce que les auteurs avaient cru voir rouge hier était en réalité noir.

Correcteurs à «Pékin-Information», pour C. et J. Broyelle, professeur de

français dans un institut, pour E. Tschirhart, où les trois auteurs ont-ils enquêté pendant leurs deux ans de présence ? Quelles sont, à eux trois, leurs sources d'information ?

Là-dessus, le livre est fort discret : Seules précisions qui viennent de place en place : «Aux Éditions» (c'est-à-dire l'organisme chargé, à Pékin, de la presse à destination de l'étranger), et à «l'Institut» - une ou deux références tirées d'un bref voyage dans le Nord-Est de la Chine, et c'est tout. Les longues dissertations qui résultent d'une telle enquête ne peuvent cacher ni le caractère excessivement limité ni surtout son extrême spécificité. Milieu où abondent les étrangers, et en particulier les «experts» (professeurs, traducteurs...) dont la Chine a besoin, où se retrouvent, comme le disent les Broyelle eux-mêmes, nombre de professeurs chinois critiqués pendant la Révolution Culturelle mais utiles par leurs connaissances, tout ce cercle qui va des «Éditions» à «l'Institut» en passant par le «quartier des étrangers», en quoi sont-ils représentatifs de la société chinoise ?

L'étroitesse et la particularité du champ d'enquête, les auteurs n'en

n'ont que faire ! Puisqu'ils fournissent, à l'appui de leurs attaques, une foule de témoignages indirects et invérifiables. Admironons la précision : «Comme le disent des enseignants» (p60), «interrogeant nos collègues (et d'autres étrangers, à notre demande, firent de même, de leur côté...)» (p 88), «des cadres du Parti racontèrent à des amis en voyage» (p 248) et à la même page : «Dans le Nord, au cours d'un autre voyage, on tint à d'autres amis un langage similaire» etc. Avec tant d'«amis», de «certains» et «d'autres» qui vous content l'anecdote d'une «femme qui...» ou d'«un ouvrier qui...» (p 248) ou d'«un étudiant qui...» (p 63), comment ne pas être convaincu par la variété et le sérieux de l'enquête ?

Le procédé est connu : une anecdote piquante, un reportage «comme si vous y étiez» pour mieux embobiner le lecteur, et le tour est joué. Ce procédé, c'est celui que les «journalistes» du «Parisien Libéré» manient avec tant d'aisance, c'est celui de tous les réactionnaires en mal de dénonciations anti-communistes. Le rire ou l'indignation qu'on suscite font office de preuve, cachent l'imprécision du lieu et des circonstances, de la source

d'information. Les sentiments et les ragots amplifiés remplacent le raisonnement et l'analyse.

Voici les Broyelle en honorable compagnie. D'ailleurs, ils ne sont pas difficiles sur les sources écrites qu'ils citent. Tous les foins sont bons : De Pasqualini, auteur de «Prisonnier de Mao», aux Gordon, auteurs de «Liberté, tu n'es qu'un mot», anti communistes notoires.

Une interprétation toute personnelle

Mais pourquoi auraient-ils besoin de sources sûres, vérifiées, d'un témoignage direct et suffisamment large, puisque ces petites histoires et ces «on-dit» ne sont que le prétexte à la refonte ou à la révélation de leur propre conception du monde, le vague décor de cette évolution subjective par laquelle les Broyelle rejoignent le gros du troupeau, les Bouvard et Pécuchet de notre époque.

Tout le livre repose sur un phantasme : le Parti Communiste étouffe les masses, le Parti est un parti coercitif. On pourrait, à tout le moins, en attendre une démonstration, une analyse sérieuses. Cette idée-fixe de la pensée réactionnaire moderne allait-elle enfin trouver quelque argumentation digne de ce nom ? Il n'en est rien.

À la place, que nous servent les Broyelle ? Une accumulation de citations de Mao Tsé Toung, sur le rôle dirigeant du Parti Communiste. Devant étayer ces citations, une série d'anecdotes incertaines, mêlées à des faits d'Union soviétique et à des projets tirés du «Programme Commun» du PC et du PS français. À ce point, ce n'est même plus un raisonnement par analogie qui ne tiendrait pas compte des époques et des situations différentes. C'est purement et simplement un amalgame assez surréaliste. À quel titre ? Au titre de tous ces ressentiments, de toutes cette haine du socialisme accumulée et qu'ils déversent pêle mêle en guise d'argumentation.

Jugeons-en. Comment la citation de Mao «un communiste doit se poser la question du pourquoi», qui souligne l'importance de la recherche des causes réelles pour le marxisme-léninisme, comment cette citation peut-elle prouver que le Parti Communiste est



Ouvriers et étudiants :
étude commune d'un plan

un parti répressif ? Voici : elle devient (p 36) : «Un communiste» (et pas n'importe qui) «doit se poser la question du pourquoi» (mais n'est pas tenu d'y répondre). Le clin d'œil au lecteur est clair : le «pas n'importe qui» représente évidemment les masses et le «n'est pas tenu d'y répondre» évoque à la fois l'idée d'un parti qui n'aurait pas d'obligations, surtout pas celle de transformer la réalité, et l'idée d'un parti placé au-dessus des masses, les méprisant. Par ces interprétations entre parenthèses qui séparent, par un arbitraire total, les masses et le Parti, la réflexion et l'action, les auteurs insinuent du même coup le rôle répressif du Parti, son inutilité encombrante et la passivité intellectuelle qu'il entretiendrait dans les masses. Les seules interprétations entre parenthèses glissées dans cette citation suffisent à évoquer l'image d'un parti répressif.

Même procédé, repris à la page 58 : «on nous répète souvent que le Parti systématise les idées justes des masses». L'interprétation des Broyelle se fait en deux temps : il s'agit d'abord de nier l'existence des idées des masses. Pour cela, on pose comme établi le rôle répressif du Parti qui bloque toute réflexion personnelle. Ensuite, on démolit le terme «idées justes» en posant comme établie l'équation : Parti = vérité. Bien que pleine de «donc» et de «par voie de conséquence», cette démonstration n'a de logique que l'apparence. Elle ne repose que sur une affirmation non démontrée, fabriquée par la haine des auteurs que le Parti Communiste est un parti répressif.

Le triomphe du subjectivisme ...

Ce postulat est tout à la fois point de départ et conséquence. De démarches rigoureuses, de preuves, de faits soigneusement étudiés, point. À la place, le récit où priment «l'interprétation toute personnelle» des auteurs, leurs divagations.

Exemple : le logement. Comment sont répartis les logements par les bureaux des entreprises qui sont chargés de cette tâche ? Pour les Broyelle, la réponse est générale et péremptoire : «Tout d'abord, la direction peut «se servir» la première». Après ce «peut» qui ne sera en fait suivi d'aucune autre possibilité dans le texte, le lecteur est mis en condition pour écouter la suite : «mais surtout, elle a les moyens, grâce à ce pouvoir d'attribution, de récompenser les «bons éléments» et d'exercer une pression sur les autres».

Sur quoi repose cette affirmation ? Qu'est-ce qui permet d'en faire une vérité ? Reflète-t-elle la réalité ou bien plutôt les hantises des auteurs, leurs désirs et leurs craintes subjectives ?

Est-ce les problèmes de la Chine que nous dépeint ce livre ou bien les problèmes de ses auteurs ? Pas le moindre écrit qui ne porte la marque de leurs préoccupations. Ainsi l'évocation de la misère et des luttes dans la Chine d'avant la Libération est «complètement stéréotypée» parce qu'un vieillard commence ainsi son récit : «Si ma voix est cassée, c'est que durant la Révolution Culturelle j'ai raconté ma vie des milliers de fois...» et se fait «souffler les mots oubliés». Est-ce les réunions politiques qu'évoquent les auteurs qui sont ennuyeuses ou bien projettent-ils leur propre ennui sur les autres participants ? En quoi le fait que «les femmes apportent leur tricot» ou que les hommes «curent soigneusement leur pipe» prouve-t-il leur désintérêt pour le sujet de la réunion ? En quoi le fait que, dans le film de Joris Ivens, on voit une employée faire un paquet prouve-t-il que, de toute façon, le paquet aurait été ouvert pour contrôle ?

... Et de l'anti-communisme

De cette immense interprétation des faits, la conclusion est claire. La cible ►

du livre, c'est non seulement la Chine, mais le marxisme-léninisme, la cible, ce sont les idées communistes, marxistes. Au bout de 300 pages, rien n'a résisté à l'arme infailible de l'interprétation, de l'insinuation, du flou et de la fiction. Si. Une seule chose émerge de cette destruction. Une «annexe» étudiant la notion d'Etat chez Marx, enfin...chez un certain Marx, un Marx vu au travers de la loupe Broyelle. De quoi nous rassurer puisqu'il s'agit d'une interprétation toute personnelle de Marx, qui en vaut bien une autre».

Projeter sur les autres son propre ennui, sa propre peur du socialisme, l'angoisse du petit bourgeois devant le rôle dirigeant du prolétariat, pourfendre à tour de bras et tout à la fois Mao, le PCF, le PCUS et les «ml», c'est là une maladie bien connue et dont les manifestations littéraires sont ici bien claires : dialogues avec un interlocuteur fictif, «meeting-fictions», longs profils sur ce monde mystérieux du «si vous saviez...» dont on ne soulève qu'un voile... Les moulins de Don Quichotte n'ont jamais fait peur qu'à Don Quichotte lui-même. ■

Un camarade témoin

FR : Tu as passé 2 ans en Chine de janvier 74 à septembre 76 dans les mêmes conditions de travail, de logement que les Broyelle.

Peux-tu nous en parler ?

Les Chinois font venir des gens dont ils ont absolument besoin, dans le domaine des langues étrangères. Mais très souvent, eux-mêmes ont beaucoup de difficultés à sélectionner ; ils hésitent parfois entre rouge et expert, soit des vrais experts qui sont des professionnels de l'enseignement, mais qui ne sont pas du tout politisés ; quelquefois, ça marche très bien, on connaît de très bons exemples ; souvent et même la plupart du temps, ça marche très mal, parce qu'on a du mal à s'acclimater aux conditions très particulières de l'enseignement en particulier.

L'autre extrême, ce sont les militants qui souvent n'ont justement pas tellement de pratique, une vraie pratique militante. C'est vrai qu'il faut quand même tenir compte du milieu, du contexte et faire une enquête préalable. Ces gens qui arrivent en se frappant la poitrine, en se disant «je suis un révolutionnaire» sont souvent très impatients ; ils veulent tout immédiatement et sont parfois très habitués à des relations très directes qu'on a ici ou qu'on croit pouvoir avoir ici. Dans la majorité des cas au moins ici en Chine, ça marche bien. Au fond, chaque fois qu'on arrive, les Chinois ne savent pas trop à qui ils vont avoir affaire. Et donc pendant vraiment un certain temps, il faut commencer par tisser de bonnes relations.

Si tu ne commences pas à établir ces relations de confiance qui sont souvent d'ailleurs très fragiles (enfin petit à petit, elles s'étoffent et puis au bout d'un moment, elles sont vraiment fortes) si on ne prend pas la peine de les établir, ça ne marche pas ; pas de problème.

En règle générale, on est logé dans cet hôtel hérité des Soviétiques (c'est une espèce de quartier) ; on a de bonnes conditions de logement ; disons en gros on a : un appartement de 2 pièces avec une cuisine, une salle de bains et il y a un restaurant où tu peux manger ; tu peux manger aussi chez toi si tu veux ; il y a un grand parc, il y a une piscine ; pour aller à ton travail, tu as une voiture. Bon, ce qui fait que ce sont des conditions convenables, pas extraordinaires mais très convenables ; par rapport à cela, il y a 2 réactions : celle qu'on ne demanderait pas à être aussi douillettement logé ; si les Chinois font venir les gens, il est bien évident qu'ils ne peuvent pas d'emblée les mettre dans des conditions chinoises, parce que les 3/4 des étrangers ne tiendraient pas le coup. Alors, ils t'offrent des conditions relativement standardisées et convenables, mais franchement, ça ne veut pas dire qu'ils t'isolent. Alors là, vraiment, on refuse ce point de vue là, parce qu'il faut aussi démontrer que tu es prêt à vivre autrement. Je connais des gens qui ont vraiment vécu autrement.

Un couple de Canadiens (leur Institut était d'accord) qui sont allés loger dans l'école. Vraiment, ils ont vécu comme les Chinois : une petite pièce et puis leur cuisine dans le couloir sur un poêle. Ce n'est pas

possible partout parce qu'il y a des endroits où la direction ne marche pas. Là, elle a bien voulu. Évidemment, si 15 jours après, ils avaient commencé à faire des histoires, ça aurait été une vraie catastrophe. Ils sont restés jusqu'au bout et sont partis très contents ; ça s'est très bien passé.

En réalité, le problème de l'hôtel, c'est surtout qu'il y a de disponible ce quartier, et que pour tous les Instituts, il n'y a pas suffisamment de logements. Alors, c'est bien beau de vouloir absolument loger avec les Chinois mais il faut d'abord qu'il y ait des logements. On a continuellement parlé de cette question... pendant un certain temps, on a un peu cru que, toujours pareil, parce qu'on était des amis étrangers, en raison de ce formalisme, on posait des tas de problèmes. En fait, au terme, on a quand même bien compris qu'il n'y avait pas assez de logements, parce que des profs nous ont dit : «c'est vraiment dommage que vous ne puissiez pas habiter là, ce serait tellement mieux». Je suis convaincu que si on y retourne et qu'il y a des logements, on habitera avec eux.

Donc, 1°) Tout le monde n'habite pas à l'hôtel. 2°) Ce n'est pas non plus absolument automatique de vivre à l'hôtel, on peut vivre ailleurs ; et puis, de toute façon, on peut échapper... Les voitures, on ne les prenait jamais, nous. On prenait l'autobus. Par exemple, les étudiants étrangers sont dans des chambres à 2, avec des étudiants chinois.

FR : Les Broyelle disent dans leur livre qu'on ne peut pas se promener sans avoir de cicerone avec soi, sans être accompagné.

C'est pas vrai. En ville, tu vas où tu veux, pas de problèmes. Mais c'est vrai que le problème est complexe.

Si par exemple, je voulais aller manger chez un collègue, là, on pouvait aller comme on voulait chez les étudiants, on pouvait aller aussi facilement chez nos collègues ; mais certains, ils n'y tenaient pas trop, souvent pour des raisons qui ne sont pas très justifiées. Ils ont toujours un petit peu peur qu'on puisse leur reprocher d'avoir eu des contacts prolongés avec l'étranger, et puis il y a la peur du bouquin, de ce que «l'ami étranger» va raconter dans son



Les *dazibaos* : une arme fondamentale pour exprimer ses idées

bouquin. Il y a déjà eu des cas. En fait, il y a des moments où on pouvait facilement aller chez nos collègues, d'autres non; par exemple, avant le départ de Teng Siao Ping, la situation était très tendue. Il faut comprendre que la lutte est complexe en Chine et qu'on n'est pas extérieur à cette lutte.

Les relations avec les Chinois sont complexes et il faut les construire petit à petit.

FR : Dans le livre, les échanges entre étudiants et ouvriers ou paysans, les séances de travail à la campagne, ce que les Chinois appellent «l'école à porte ouverte» semblent une pure formalité ennuyeuse.

Ça fait partie de la manière restrictive dont les Broyelle posent les problèmes. C'est vrai que «l'école à portes ouvertes» est quelque chose de très complexe. Ce qu'ils décrivent est vrai mais ce n'est pas vrai systématiquement. C'est-à-dire que parfois, il y a certains profs qui n'en voient vraiment pas l'utilité et qui vont à la campagne comme s'ils allaient au bain, en pensant que ça ne sert à rien; ils vont alors formaliser à fond ce qui, au contraire, devrait être bourré d'initiatives etc... Les étudiants en général eux, sont très contents.

Et puis, il y a des paysans qui voient un peu la venue des profs et des étudiants comme une perte de temps. C'est évident que l'école à porte ouverte, ça demande une période de rodage. Nous, continuellement, on a assisté à ça. On a connu aussi l'inverse. Ma femme peut raconter comment elle a été à la campagne avec ses élèves, comment les paysans

étaient vraiment enthousiastes de la venue des profs et des élèves, comment ça s'est terminé par une grande fête. Donc, ça dépend beaucoup des conditions locales, de la façon dont les choses ont été annoncées, présentées, du travail de direction. C'est tout le problème d'une ligne révolutionnaire. Cette lutte entre les 2 voies, tu la trouves en toute chose. L'aspect, pas forcément erroné, mais transitoire, partiel, c'est tout ce que le livre retient de la Chine.

FR : Et les réunions politiques ?

Tu comprends, tu ne participes pas aux réunions politiques en disant : «Je veux participer aux réunions politiques». On ne pose pas d'ultimatum. Pour moi, j'ai pu aller aux réunions politiques tout de suite. Il y en avait une toutes les semaines. Sur le formalisme...

Disons que j'ai participé à des réunions ennuyantes. Mais j'ai aussi participé à des réunions passionnantes comme celles qu'on voit dans le film «l'usine de générateurs». Vraiment, j'ai participé à des réunions comme ça, surtout au moment de la critique du droit bourgeois. De février à mai-juin 75, il y a eu une très grande passion dans l'étude politique. On était en prise directe sur la théorie marxiste, et c'était très très animé. C'est vrai que la lutte est très complexe et qu'au cours des 2 dernières années, quelquefois, les gens étaient très désorientés par les attaques très dures contre Teng. En janvier 76, je me souviens, on ne pouvait pas suivre; on a commencé à se mettre en expectative, on ne savait pas où ça menait. Bon maintenant, on

comprend pourquoi... La question des études politiques est complexe. C'est vrai qu'il y a eu un certain formalisme politique, mais encore une fois, ils (les Broyelle) n'expliquent pas du tout la complexité du phénomène et l'importance de promouvoir l'étude politique. Ce n'est pas quelque chose qui s'opère à priori. Au niveau des paysans, des ouvriers, ce n'est pas si simple que cela de faire des études politiques.

FR : Peux-tu préciser comment est posé le problème de la planification des naissances puisque le livre affirme qu'elle est draconienne et souvent imposée par la force.

Premièrement, je connais des intellectuels qui ont 3 gosses et quand on leur dit : «Vous avez triché», ils ne répondent pas d'un air gêné : «oui, vous avez raison». C'est vrai qu'on est un peu plus strict avec les intellectuels parce qu'on estime qu'ils ont un niveau qui leur permet mieux de comprendre l'importance de la contraception. Par contre, il y a une très grande souplesse avec les paysans, il est très courant de voir des familles de paysans avec 4, 5 enfants; dans le film de Joris Ivens, les réactions sont très typiques, tout à fait celles qu'on a rencontrées.

Qu'il y ait des mesures coercitives généralisées et non exceptionnelles, en ce qui concerne la contraception, non! Les collègues qui avaient 3 enfants, ils rigolaient quand on leur disait «confucéens», ce qui montre bien qu'avoir plus de 2 enfants n'était pas impossible. Mais c'est vrai qu'au delà de 2 enfants, ça commence à poser des problèmes. Ils sont logés petitement et le salaire n'est pas énorme.

Tu peux voir les choses d'une manière extrêmement restrictive et coercitive. Tu peux aussi les voir à l'inverse. Franchement, c'est l'inverse qu'on a vu. Et ça, c'est une grande preuve de maturité : que les masses puissent comprendre que la planification des naissances fait aussi partie de la vie collective : c'est discuté de manière collective dans ces réunions qu'on appelle «de la vie démocratique» dans lesquelles on pose toutes sortes de questions; il y a une discussion pour qu'il n'y ait pas tous les gosses en même temps. Il n'y a pas de réserve par rapport à ça. Les gens nous en parlaient toujours comme d'une chose bien comprise et très bien admise. ■

L'ÉCOLOGIE : DES PROBLÈMES À DÉBATTRE

● L'écologie bat son plein. Au regard souvent amusé, parfois méprisant que la mode écologique suscitait le plus souvent ces dernières années, succèdent aujourd'hui l'intérêt le plus grand et la surenchère de tous les partis. Non que ceux-ci, de droite ou de gauche, se soient soudain convertis à la verdure, mais l'enjeu est tout électoral. C'est que l'écologie, par son nombre de voix, risque de brouiller les calculs des politiciens. Qui sont donc les écologistes ?

«Apolitique»... jusqu'à quel point ?

Se déclarant «apolitique», déclarant avant le 1er tour des municipales qu'ils n'appelleraient pas à voter au 2ème tour pour une autre liste, le mouvement écologique n'est pourtant pas sans aucun lien avec les partis. Ainsi, certains animateurs du mouvement écologique, aujourd'hui candidats étaient, il y a peu encore, au PS ou au PSU... Un journal comme «Le Sauvage» a le même directeur général que... «Le Nouvel Observateur». On a même vu des écologistes connus rejoindre les giscardiens. Le mouvement ? La réponse n'est pas toujours marqué par sa diversité.

Quelques thèmes, traités de manière différente selon les animateurs du mouvement, reviennent cependant fréquemment.

«Ni droite, ni gauche»

L'originalité politique du mouvement écologique, tient surtout à sa façon de renvoyer la droite et la gauche dos à dos. Cette position critique s'exprime de manière diverse, selon l'origine et la réflexion politiques des membres du mouvement.

Ainsi, pour Alain Hervé, des «Amis de la Terre»: «Le PS est aussi en retard que les autres partis, pour les problèmes écologiques».

Brice Lalonde, exclu du PSU en novembre dernier, a une formule plus globale: «Les partis de gauche n'arriveront jamais qu'à reproduire le système». Même attitude pour le mouvement «Paris-Écologie» qui accuse «les hommes de la coalition gouvernementale» d'«organiser le sacage de la ville», et «l'opposition» de «dénonciation au coup par coup» et de «laisser-faire».

Pourquoi ces distances prises vis-à-vis des «forces politiques traditionnelles»? La réponse n'est pas toujours claire. Mais, derrière le refus du programme commun parce qu'il repose sur l'hypothèse d'une «croissance importante», derrière la volonté de «faire une analyse globale», derrière la méfiance au vu des réalisations du PCF dans ses municipales, s'affirme une idée plus large: en ce qui concerne la façon de vivre, d'habiter, d'organiser la participation des gens à la vie sociale, tous les partis, de droite ou de gauche, proposent au fond le même type de société.

Ce type de société, les écologistes candidats dans le XIXème arrondissement de Paris vont même jusqu'à le désigner très clairement: «*parler écologie implique une remise en cause du système capitaliste, de ses structures, du pouvoir et de l'aliénation qu'il*

implique. Cela signifie que nous devons lutter pour la destruction totale du capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat». Mais une telle précision dans la définition de la cible est rare.

Le discours des écologistes se situe donc d'emblée au plan de la société, du type de société.

Quel société propose-t-il donc ?

L'apparition et le développement du mouvement écologique, ces dernières années, n'est pas un hasard. Il est le produit direct de la main-mise grandissante du capitalisme sur tous les aspects de la vie des travailleurs, de son développement anarchique qui n'épargne même plus, par certains aspects, une frange de la bourgeoisie elle-même.

En dehors de l'exploitation et de ses conséquences pour la classe ouvrière, il y a maintenant les relents chimiques qui atteignent parfois les habitations des cadres ou des ingénieurs, les autoroutes et les voies express qui bordent les quartiers résidentiels, les bétonnières des villes nouvelles qui menacent les pavillons de la «grande ceinture». Alors, toute une partie de la bourgeoisie découvre les «nuisances» et la pollution, qui jusque là n'étaient pour la classe ouvrière qu'une forme supplémentaire d'oppression.

● Une société en contrepoint

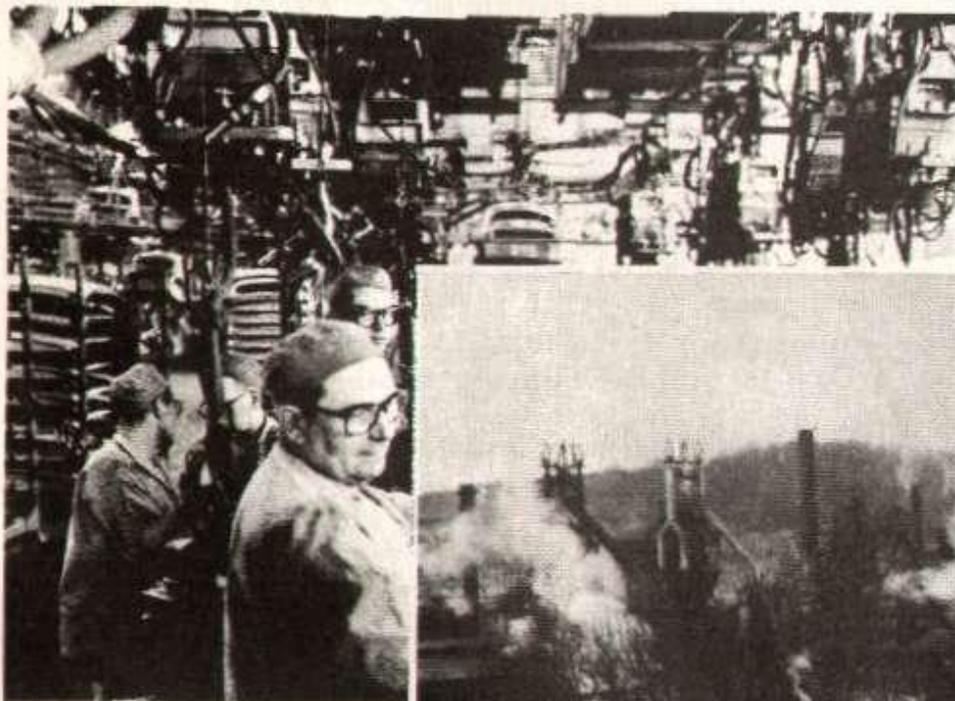
La société des écologistes apparaît donc avant tout comme une société en contrepoint. Contre «l'adaptation à la ville aux voitures» chère à Pompidou, ils proposent le développement des transports en commun, des vélos et des voies réservées aux piétons. Contre la destruction systématique des vieux quartiers et l'invasion des tours, ils proposent un habitat conforme au caractère du quartier et surtout la création de zones de verdure. Contre la concentration des administrations dans Paris, ils proposent leur décentralisation vers la province...

Ce sont là des thèmes qui ne sont pas propres aux écologistes, mais qu'ils regroupent. Certains ont déjà été exploités par Giscard dans un certain sens : la création des couloirs réservés aux autobus était à l'origine une proposition «écologiste». De même, la restauration entreprise dans certains quartiers ou le refus de construire le «super périphérique» ne sont pas sans lien avec les dénonciations écologistes.

Ce n'est cependant pas cette société en contrepoint qui suffit à faire la force du

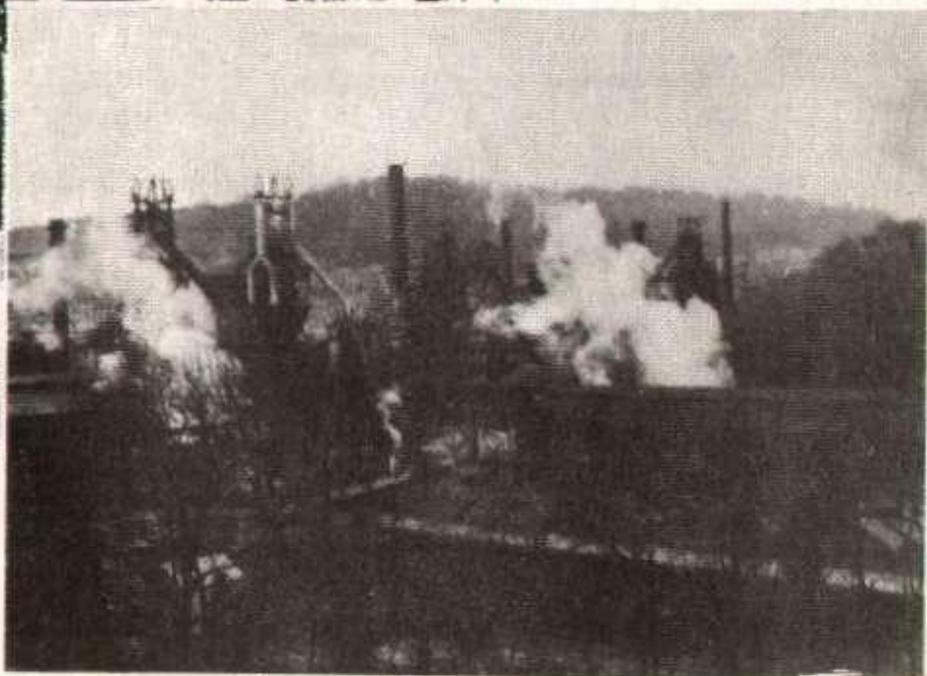


Ecologie : la bataille contre le nucléaire



...sans lutter contre l'exploitation capitaliste ?

Lutter contre la pollution...



mouvement écologique. Plus ou moins clairement, à travers les propositions écologistes, transparait l'idée de ce que pourrait être une société au service du peuple. Floue dans ses conceptions, muette sur les moyens de la réaliser, cette idée reflète nécessairement l'origine et la position de classe de ses promoteurs. Elle n'est cependant passans intérêt.

● «L'autogestion de la commune»

Refusant le poids démesuré de la ville sur la campagne, refusant l'inadaptation grandissante de la ville à ses habitants, les écologistes prennent pour fil directeur le principe que la ville est avant tout faite pour ceux qui y habitent et y travaillent. De là, toute une série de propositions tendant à faire revivre les quartiers par la création de petites entreprises, de lieux publics, de centres de soin. De là, l'idée de rapprocher habitation et lieu de travail. De là, l'importance accordée à la lutte contre la pollution.

Certains, dans cette perspective de faire de la ville un lieu où il ferait bon vivre, vont même plus loin. A. Hervé trouve ainsi dans «l'expérience chinoise» un exemple à étudier. De même, la liste de «Paris Ecologie» du XIX^e arrondissement ne souhaite-t-elle pas qu'«une partie des fruits et légumes soit produite par les habitants eux-mêmes» ou que «la priorité soit donnée à la médecine naturelle?»

De fait, programme et actions — essentiellement celles contre les

centrales nucléaires — montrent toute la diversité des écologistes. Un point commun ressort cependant. Cette société où il fait bon vivre, cette société, quasi idyllique, comment est-elle possible? Par quels moyens? Ce qui fait l'attrait de la société rêvée par les écologistes en marque aussi les limites.

Les limites : quels moyens ?

Quels moyens les écologistes se donnent-ils pour réaliser leur programme? La limite est réelle, tangible tout au long de leurs propos. Ils essaient de pallier cette limite par l'insistance sur l'initiative des gens, sur l'organisation à la base de «coopératives de voisinage». Mais le problème du pouvoir est constamment étudié au profit de «la création de réseaux parallèles, avec l'aide des petits commerçants, afin de court-circuiter les intermédiaires et les grands magasins», au profit du «contrôle des habitants» sur ces réseaux, ou sur les «banques de quartiers» nouvellement créées. On retrouve là une certaine influence de l'autogestion sur la réflexion écologique.

Mais pas de projet d'ensemble cherchant à résoudre l'ensemble des contradictions de notre pays. Par

exemple, comment les patrons se plieront-ils à la fixation à 30 heures de la durée hebdomadaire du travail? Est-ce la réduction du temps de travail qui suffira à supprimer l'exploitation des ouvriers? Par quel miracle les habitants accepteront-ils «la rotation des tâches ingrates ou pénibles» comme «le ramassage des ordures, l'entretien de la voirie et des égouts»?

Les écologistes sont là-dessus muets. Et l'origine de classe actuelle du mouvement l'explique. La situation politique de crise dans laquelle il s'affirme, aussi. Il trouve ainsi, au niveau municipal, son meilleur champ d'application.

Séduisante par le mode de vie qu'elle suggère, la société des écologistes n'en est pas moins utopique. Le mouvement écologiste soulève certaines contradictions du capitalisme rendues particulièrement flagrantes par la crise politique, mais ne les résout pas. Il n'a pu empêcher ainsi les listes d'Ornano de s'affubler de vert pour mieux appâter l'électeur. Piètre tentative de la bourgeoisie en difficulté.

Dans la perspective de la société socialiste que nous voulons construire, il est nécessaire que la classe ouvrière et les communistes révolutionnaires s'emparent des problèmes soulevés par les écologistes. Edifier en France une société qui rompe en tous points avec le capitalisme ne saurait se faire sans apporter de réponse aux questions des écologistes. ■

RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

LA DEPENDANCE FRANÇAISE

● Après des dizaines d'années de protectionnisme pendant lesquelles l'impérialisme français développait surtout des relations économiques extérieures avec son empire, sur une base coloniale, l'économie française s'est largement ouverte sur l'extérieur depuis une quinzaine d'années. Le commerce extérieur des marchandises fournit un indicateur, partiel mais pertinent, du caractère impérialiste d'un pays comme la France.

Partiel car, dans le cas des USA par exemple, l'activité des filiales à l'étranger qui résultent de l'exportation des capitaux US a plus de poids que les exportations américaines. Mais le commerce extérieur reste un indicateur pertinent dans la mesure où il traduit les déséquilibres entre la production et demande (consommation et investissement) nationales, résultant de la spécialisation et de la division du travail à l'échelle internationale.

Or cette division est plus profondément marquée par les rapports impérialistes : rapports de domination sur le Tiers-Monde et inégal développement entre impérialismes.

Dans cet article nous examinerons deux problèmes touchant à la place de l'économie française dans le monde actuel, deux problèmes qui se posent à ceux qui veulent réfléchir à la situation économique à partir de laquelle il

faudra construire le socialisme. Le premier concerne les différents aspects de l'internationalisation de l'économie française ; le second, la place de cette économie dans la « hiérarchie » des impérialismes.

L'internationalisation de l'économie française

En moyenne la classe ouvrière travaille un jour par semaine pour l'exportation. Pour les travailleurs de l'automobile cette proportion dépasse un jour sur trois.

La part de la production destinée à l'exportation ne cesse de croître. Elle était de 16% en 1962 et atteint 21% en 1972. Parallèlement à ce mouvement, l'importance des importations par rapport à la production intérieure s'est accrue de façon encore plus sensible, passant de 14% en 1962 à 21% en 1972. Ce double mouvement d'accroissement simultané des importations et des exportations est un des aspects importants de l'internationalisation de la production.

Mais l'ampleur de cette tendance n'est pas la même pour les différentes branches. Prenons le cas de la branche des « minerais et métaux non ferreux ». En 1972 plus de la moitié de la production est exportée alors que le volume de l'importation dépasse celui de la production (117%). Cela exprime ►

	Taux d'exportation (1)		Taux d'importation (2)	
	1962	1972	1962	1972
Agriculture	5	13,9	10,4	8,2
Industrie agro-alimentaire	8,9	11,8	9,1	12,3
Charbon	2,9	7,3	37	49,9
Matériaux de construction	6,9	8,1	6,5	9,7
Verre	23,6	33,3	6,8	20,5
Minéral de fer, sidérurgie	36,3	39,9	19,9	38,3
Minerais et métaux non ferreux	30,2	53,1	94,4	117,3
1 ^{re} transformation des métaux	11,1	15,9	5,7	13,7
Appareils mécaniques	16,7	24,3	18,8	24,0
Appareils électriques, électroniques	13,5	24	11,4	21,3
Automobile	26,2	41,4	10,4	20,3
Construction navale	29,7	47	11,2	33,4
Chimie	23,8	34,6	22,1	33,7
Textile	35,9	40,0	25,1	37,4
Habillement	6,9	15,2	1,5	6,7
Cuir	23,8	35,1	10,7	24,0
Bois	13,1	11,2	13,2	21,1
Industrie	16,6	21,2	14,1	21,1

(1) Exportation/production disponible
 (2) Importation/production disponible
 (Source Comptabilité Nationale)

un très fort courant d'importation, notamment de matières premières, et la réexportation (sous forme de produits transformés) d'une part importante de la production. Notons - nous y reviendrons - que l'activité des filiales d'entreprises françaises à l'étranger (nombreuses dans un trust comme PUK) se substitue bien souvent au processus : importations de matières premières - exportations de produits finis, ce qui atténue l'ampleur de ce processus.

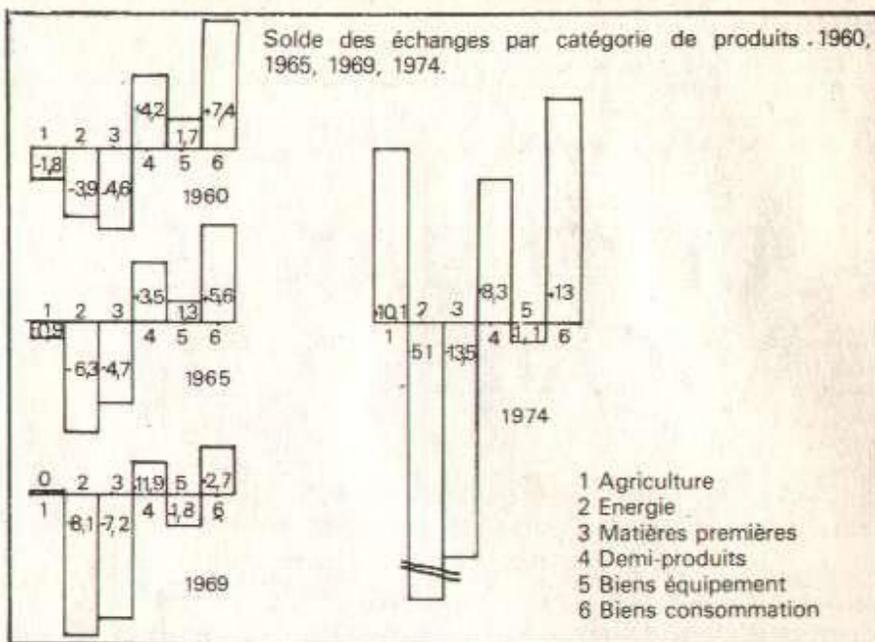
Dans le domaine de l'énergie l'évolution depuis quinze ans est bien connue : abandon des ressources nationales comme le charbon (avec même un fort développement des importations de charbon des USA, d'URSS ou de Pologne) et importations massives de pétrole. Actuellement il en résulte que près des 3/4 de l'énergie consommée en France est d'origine étrangère.

Les branches les plus ouvertes sur l'économie mondiale sont, en plus de l'automobile et des minerais non ferreux la construction navale, la sidérurgie, la chimie, le cuir, le verre. Et contrairement à ce que l'on pense souvent le textile est une branche très ouverte (avant même 1962) sur l'extérieur. L'agriculture, malgré un volume absolu d'échange extérieur important, reste une activité peu internationalisée relativement à la grandeur de sa production. Toutefois la tendance est à l'accroissement de son taux d'exportation qui passe de 5 à 13,9% de 1962 à 1972.

Si l'on se place maintenant du point de vue du solde des échanges extérieurs (exportations moins importations) on constate que l'important déficit sur les produits énergétiques et sur les matières premières est comblé par les excédents de produits manufacturés (notamment les biens de consommation), les produits agricoles et par les demi-produits (c'est-à-dire des produits dont le cycle productif n'est pas terminé) - (voir graphique).

Le tournant des années 60

Dans les années 60 le commerce extérieur de la France a été influencé par une double transformation : la création du marché commun et l'éclatement de l'empire colonial. Le marché commun institué par le traité de Rome de 1957, marque l'abandon du protectionnisme



douanier qui dominait depuis la fin du 19^e siècle. L'abaissement puis la suppression des barrières douanières (tarifs et contingents) dans les relations commerciales entre les 6 pays, de la communauté économique européenne (CEE) va se traduire par une extension considérable des échanges entre ces 6 pays. Les exportations vers la CEE ont été multipliées par 11 de 1960 à 1974 (en francs courants, c'est-à-dire sans la correction due à l'augmentation des prix). Les importations suivent la même tendance. Les négociations douanières entre la CEE et les USA (Kennedy Round) et les autres pays capitalistes vont entraîner également une extension des échanges avec le reste du monde capitaliste. Toutefois cette extension sera moins rapide (multiplié par 7) qu'au sein de la CEE.

L'éclatement de l'empire colonial au début des années 60 va entraîner un rapide déclin des échanges avec la « Zone Franc » (c'est-à-dire la zone monétaire regroupant jadis l'ensemble des pays de l'empire colonial français). Les échanges représentaient 42% de nos exportations en 1952 et seulement 10% en 1970. Par contre les échanges avec les pays du Tiers-Monde n'appartenant pas à l'ancien empire se sont développés lentement jusqu'en 1973, rapidement depuis. Au total les exportations vers le Tiers-Monde ont doublé de 1960 à 1973 (en francs courants).

Enfin, autre élément du redéploiement géographique du commerce extérieur de la France : les échanges avec les pays de l'Est. Partant d'un très faible niveau en 1960 (3,6% des

exportations et 2,6% des importations) ceux-ci ont été multipliés par 7 de 1960 à 1974.

Tout cela conduit à ce que la production en France et la satisfaction de la consommation sont étroitement dépendantes de l'économie à l'échelle mondiale. Dépendante du Tiers-Monde quant à son approvisionnement en énergie et matières premières. Dépendante des autres pays capitalistes pour l'écoulement d'un grand nombre de produits manufacturés et pour la fourniture de produits dont la fabrication a été délaissée en France pour se spécialiser dans des créneaux jugés plus favorables.

Les filiales à l'étranger

Mais pour bien comprendre l'internationalisation de l'économie française, il ne suffit pas d'examiner son commerce extérieur. Car, comme l'indiquait déjà Lénine en 1917, une caractéristique de l'impérialisme est sa tendance à exporter des capitaux, c'est-à-dire en pratique à créer des filiales à l'étranger. Dans le cas des USA, on sait que la production des filiales US à l'étranger dépasse le volume des exportations américaines.

Pour les dix premières entreprises françaises (du point de vue de leur chiffre d'affaire à l'étranger, c'est-à-di-

ACTIVITÉ A L'ÉTRANGER DES 10 PREMIERS GROUPES

- 1 - Chiffre d'affaire (CA) à l'étranger
 2 - % du CA à l'étranger sur le CA total
 3 - CA des filiales
 4 - % du CA des filiales sur le CA à l'étranger

Source NE

	1	2	3	4
CFP	21		20,6	98
Renault	16,8	50	6,1	36
St Gobain	9,8	46	7,2	74
Rhône Poulenc	9,7	54	4,9	51
PUK	8,1	43	4,0	49
Peugeot	7,5	46	3,9	51
Michelin	7,0	70		
CGE	5,3	31	1,6	30
Thomson Brandt	4,9	39	1,1	23
La Forge	2,8	54	2,4	83

re : exportations + productions des filiales étrangères) la part de l'activité tournée vers l'étranger dépasse 50% (46% sans compter la CFP). Dans cette activité, la part des filiales étrangères représente elle aussi plus de 50% (51,8% hors Michelin).

Ainsi, la production des filiales étrangères de ces 10 entreprises représente plus que la production faite en France et exportée par ces entreprises. Il faut ajouter qu'une partie de cette production de ces filiales est importée en France pour être livrée sur le marché ou incorporée comme pièces détachées ou «demi-produits» dans des productions «made in France».

Entreprises étrangères en France

Dernier aspect important de l'internationalisation de l'économie française : l'importance des filiales d'entreprises étrangères en France. D'après une étude de l'INSEE, 12% du capital des entreprises situées en France est détenu par des sociétés étrangères. Cette proportion atteint 42% pour le pétrole, 36% pour les industries mécaniques, 33% pour les industries électriques et électroniques, les matières plastiques et industries diverses. Certaines de ces filiales étrangères ne constituent qu'un maillon dans la chaîne de fabrication d'un produit final, par la société mère, les autres maillons étant dispersés dans un grand nombre d'autres pays. L'exemple d'IBM est à cet égard très significatif. Aux USA sont situés les centres nerveux de cet empire. Dans une

vingtaine de pays sont disséminés des centres de production dont aucun d'eux ne réalise un produit fini. Cette stratégie divise le risque qui pourrait résulter de la crise dans un pays (grèves, nationalisations...).

D'autres filiales servent par contre à implanter directement sur un marché une production en la réalisant sur place.

On voit donc que le processus d'internationalisation de l'économie française est multiforme : mouvements de marchandises, mouvements de capitaux, participation à la division du travail à l'échelle internationale donnent à l'économie française son caractère impérialiste. Prendre en compte cette réalité fondamentale est une nécessité absolue pour tous ceux qui aspirent au socialisme. Faire cesser le pillage du Tiers Monde par l'économie française, se mettre à l'abri des pressions que les autres impérialismes ne manqueraient pas d'exercer sur une jeune France socialiste, voilà des objectifs importants pour l'édification du socialisme en France.

Un impérialisme secondaire

Mais il ne suffit pas de caractériser l'économie française comme une économie impérialiste, étroitement dépendante de son environnement international. Il faut également situer l'impérialisme français dans la hiérarchie des différents impérialismes.

Les deux super-puissances tentent de se partager le monde et exercent leurs pressions sur tous les pays. Leur

position de superpuissance n'est pas fondée seulement sur leur force économique ; c'est ce que témoigne clairement le cas de l'URSS qui, jusqu'à présent, ne peut asséoir sa puissance face aux autres impérialismes sur la supériorité de sa base économique (crise agricole chronique, faiblesse dans les secteurs de biens d'équipements évolués). De ce point de vue la situation de l'URSS et des USA est évidemment sensiblement différente. Malgré la remise en cause de la suprématie monétaire des USA, ceux-ci exercent une domination économique directe non seulement sur le Tiers-Monde mais aussi sur l'ensemble des pays capitalistes. Cette domination est consolidée par les pressions politiques militaires de l'impérialisme américain.

Mais les autres pays du camp capitaliste ne constituent pas un ensemble homogène. On voit nettement se détacher du peloton la RFA et le Japon. A l'opposé, des pays comme la Grande-Bretagne et l'Italie résistent particulièrement mal à la crise. La France quant à elle se situe à la charnière de ces deux groupes de pays.

L'analyse des facteurs déterminant cette «hiérarchie» des différents impérialismes est extrêmement complexe. Elle doit nécessairement combiner la prise en compte des facteurs politiques, des structures sociales (de ce point de vue la RFA et le Japon présentent des différences notables) avec les caractères de la base économique. En nous plaçant de ce seul point de vue économique, la hiérarchie des impérialismes est directement liée à leur place dans la division internationale du travail. Dans ce domaine, un des traits caractéristiques d'un impérialisme «fort» c'est sa «maîtrise» de son développement ou plus exactement du processus d'accumulation du capital. De cette maîtrise résulte la possibilité d'orienter le développement vers les branches offrant à un moment donné les taux de profit les plus élevés.

Un indice important de cette maîtrise est la place dans l'économie considérée du secteur de production des biens de productions et notamment de la fabrication des équipements dits de pointe, c'est-à-dire de haute technologie. Car la mise en œuvre de ces équipements commandent le développement général de toute économie. Les produits bénéficient donc de la demande de toutes les entreprises qui développent et modernisent leur production. Or le caractère avancé des

techniques mises en œuvre pour la fabrication de ces équipements limite le nombre de sociétés susceptibles de les produire et donc la concurrence sur le marché correspondant.

On observe très nettement aujourd'hui les tendances de la division impérialiste de la production à l'échelle mondiale. Au sommet de l'édifice, les pays concentrant les productions «nobles», à la base les productions primaires. Pour pousser le schéma jusqu'au bout — avec quelque exagération — les étages intermédiaires sont occupés par les pays se spécialisant dans les productions intermédiaires.

D'après des travaux de l'INSEE sur la spécialisation du commerce extérieur de la France vis à vis des autres pays capitalistes, il apparaît que la France est surtout «bien placée» pour les productions agricoles, et les biens de consommation (notamment textile, habillement et cuirs) et des biens intermédiaires (notamment le verre et la sidérurgie). Du point de vue de l'évolution de cette spécialisation dans les années 60, les tendances sont très diverses. La spécialisation de l'agriculture et des biens d'équipements s'est renforcée alors que celle des biens intermédiaires et des biens de consommation s'est réduite.

Les données sont évidemment fragiles car elles ne tiennent compte que des mouvements de marchandises, excluant donc le phénomène d'exportation de capitaux (qui sont le fait des industries les plus dynamiques) dont nous avons vu qu'elles jouent un rôle important dans l'internationalisation de la production.

Mais il s'en dégage toutefois une indication : les points de force de l'industrie française ne se situent pas dans le secteur des biens d'équipement, malgré une légère amélioration de 1960 à 1971.

La place favorable de l'impérialisme français dans les secteurs de biens de consommation et de biens intermédiaires le situe donc dans une position intermédiaire dans la hiérarchie des impérialistes que nous constatons au départ.

L'évolution conjoncturelle du commerce extérieur de la France confirme pour l'essentiel ces constatations.

Lorsqu'il s'agit pour l'impérialisme français de redéployer le commerce extérieur de la France pour rééquilibrer la balance commerciale, Giscard a lancé le mot d'ordre du 13^e mois pour

l'exportation. Le retour à un déficit important en 76 après l'amélioration passagère de 1975 due à la récession, marque — sur le plan quantitatif — l'échec de cette politique du «tout pour l'exportation». Mais sur le plan qualitatif, l'échec est également sensible. Le rapport du VII^e plan sur les relations avec l'extérieur déclarait : «la France a intérêt à se spécialiser dans une certaine mesure dans la fabrication des biens de hauts de gamme ; les pays en voie de développement exerceront en effet une concurrence de plus en plus vive dans les productions de bas de gamme». A cela, on peut ajouter qu'avec l'augmentation des ressources des pays pétroliers et l'extension de leurs projets de développement économique, il y a d'importants marchés de biens d'équipement à conquérir.

On ne saurait nier les succès remportés en 1975 et 1976 par l'impérialisme français sur ces marchés (voir encadré), mais bon nombre de contrats que tel ou tel ministre ramenait soi-disant dans sa poche après un voyage de représentants de commerce n'ont jamais été signés et sont allés à des concurrents étrangers (notamment allemands). Les exportations de biens d'équipement ont fortement augmenté depuis 1974. Mais dans la plupart des pays pétroliers, la part du marché détenue par la France a diminué, ce qui prouve que les impérialismes concurrents ont plus bénéficié que la France du renforce-

ment de la demande provenant de ces pays.

Dans le même temps, la concurrence étrangère, tant sur le marché français que sur les marchés étrangers n'a cessé de se renforcer pour les capitalistes français. Sur les marchés étrangers, cette concurrence porte surtout sur les biens d'équipement alors que sur le marché intérieur, elle concerne surtout les biens de consommation.

Tout cela conduit à un déficit qui s'avère chronique de la balance commerciale. Ce déficit provient bien sûr pour une part du pétrole. Mais il résulte également de la dégradation des échanges avec bon nombre d'autres pays capitalistes : avec les USA, avec la RFA (6,3 milliards en 75 et 13 milliards en 76), avec le Japon, avec la Belgique... La baisse du franc depuis le milieu de 1975 n'est pas parvenue à restaurer la compétitivité des exportations françaises tout en alourdissant le poids des importations.

C'est que des variations monétaires ne sauraient apporter un remède à une faiblesse structurelle de l'impérialisme français. ■

CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS

Total	1973	1974	1975	1976
Forte	24	29	55	54
Faible	27	23	8	6
* Sur biens consommation (2)	9	17	47	55
* Sur biens d'équipement (2)	5	15	32	34
* Sur biens intermédiaires (2)	-15	-7	53	49

CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ ÉTRANGER

Total	1973	1974	1975	1976
Forte	43	55	79	75
Faible	6	2	1	0
* Sur biens consommation (2)	48	57	82	78
* Sur biens équipement (2)	62	63	78	80
* Sur biens intermédiaires (2)	14	46	75	68

(1) - pourcentage des industriels jugeant la concurrence forte (+) ou faible (-)

(2) - différence des pourcentages «forte» et «faible»

Source INSEE

front rouge

ORGANE CENTRAL
du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

ABONNEZ VOUS À FRONT ROUGE

POUR LA FRANCE

6 MOIS
1 AN

PLI NORMAL
30 F
50 F

PLI FERMÉ
50 F
100 F

POUR L'ÉTRANGER : Écrire au journal.

BP 68 - 75 019 PARIS
CCP 31 191 14 LA SOURCE

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCRml

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

ÉCRIRE A FRONT ROUGE
BP 68 - 75019 PARIS

3 PARIS **RASSEMBLEMENT**
M^e Maubert

AVRIL **MUTUALITÉ** **COMMUNISTE**
14 heures

Après les municipales, la bourgeoisie à droite comme à gauche, se dispute pour tenter de gérer la crise sur le dos des travailleurs, pour perpétuer le capitalisme.

Les travailleurs de France disent :
« Cette société fait faillite »

**Des SIDÉRURGISTES de LORRAINE : « Non à la déportation, non à la restructuration ! ».*Des CHEMINOTS : « Les nationalisations du Programme Commun, c'est toujours l'exploitation ».*Avec des TRAVAILLEURS du trust PUK-CHIMIE : « Le capitalisme démolit notre santé, ravage le cadre de vie ».*Des MINEURS du CENTRE : « Ce n'est pas la mine qui est périmée, c'est le capitalisme ».*Des PÊCHEURS BRETONS : « Non au pillage, non à la pollution de la mer ! ».*

**« Nous voulons une autre société,
dirigée par la classe ouvrière »**

**Des PAYSANS de BRESSE et du SUD-OUEST : « Vive l'unité des ouvriers et des paysans ! ».*Des JEUNES : « Notre avenir, c'est le chômage.*Nous voulons le socialisme ! ».*Des ouvriers d'ALSACE, des ouvrières du MIDI : « Nous voulons vivre et travailler au pays ».*Dans les USINES OCCUPÉES, les ouvriers, maîtres de leurs usines : « Oui, une autre société est possible ! ».*

Intervention centrale :

**LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE !
LA GAUCHE, C'EST TOUJOURS LE CAPITALISME !**

UNE SEULE SOLUTION :
LA REVOLUTION SOCIALISTE !

**Films, diapos.* Stands des régions de France.* Stands des peuples en lutte
Chants et musique. Et le groupe IMAGO.

** Avec des révolutionnaires d'ITALIE et d'ESPAGNE.* Et des témoignages
sur la LUTTE DES OPPOSANTS EN URSS.*

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MANIFESTATION

3 AVRIL - 10 H

MÉTRO OBERKAMPF